Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Agreste Conjoncture

N° 8 - Décembre 2015

Bilan conjoncturel 2015

En 2015, des marchés agricoles sous la pression des excédents mondiaux et communautaires

Le climat de la campagne 2014/2015 caractérisé par une fin d'hiver et un printemps doux et sec, un été caniculaire et un automne doux et pluvieux a, dans l'ensemble, favorisé les cultures légumières, viticoles et les céréales à paille mais pénalisé la pousse de l'herbe dans l'Est, les rendements des grandes cultures récoltées à l'automne et freiné le grossissement de certains fruits.

Les semis d'hiver se sont déroulés dans de bonnes conditions et plutôt en avance dans la plupart des régions. Au printemps, les températures douces et la forte luminosité ont favorisé l'implantation des cultures légumières, le maintien de la pression parasitaire à un niveau faible et la précocité des récoltes. Les légumes d'été ont ainsi vite concurrencé les derniers légumes d'hiver et n'ont pas souffert des violents orages de la fin juin dans les régions méditerranéennes et en Rhône-Alpes, contrairement aux fruits d'été. L'été chaud et sec, avec des mois de juin et juillet, parmi les plus chauds depuis 1900, a augmenté la teneur en sucres des fruits et légumes et soutenu leur demande mais a parfois nui au rendement des fruits d'été. Le retour des pluies, fin aout début septembre, a été bénéfique à la vigne et a globalement permis un rattrapage de la production d'herbe, en fin de campagne.

Après une commercialisation 2014/2015 difficile pour les grandes cultures à la suite de disponibilités abondantes, les perspectives de bilans céréaliers mondiaux et hexagonaux excédentaires en 2015/2016 (à l'exception du maïs), conjuguées à des échanges mondiaux en recul, tirent les prix à la baisse. Dans un contexte de production française record en blé tendre, à 41 millions de tonnes, les exportations françaises seront à nouveau confrontées à la concurrence des blés russes et ukrainiens.

Pour les fruits et légumes, le marché de formation des prix est le marché européen. Pour la campagne 2015, la production de fruits d'été est en retrait sur un an même si elle progresse par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, hormis pour la pêche. Face à une offre plutôt limitée et une demande soutenue, les prix ont bondi (entre + 13 et + 17 % sur un an). La campagne de commercialisation de la pomme et poire démarre favorablement avec des prix en hausse grâce à une demande extérieure porteuse, à la suite de mauvaises récoltes européennes. L'afflux relativement limité de productions légumières européennes, conjugué à une offre nationale modérée et une demande soutenue tout au long de la campagne, ont induit une hausse globale des prix, à l'exception des cours du melon pénalisés par une production trop abondante.

Les vignes ont, dans l'ensemble, été peu affectées par l'épisode caniculaire, grâce à des réserves en eau des sols fin juin assez élevées et des pluies fin août et début septembre qui ont permis la reprise de la véraison (maturation des baies) et la hausse des rendements dans l'Ouest. Malgré un recul dans l'Est, la production a progressé de 2 % par rapport à 2014 et de 5 % en moyenne sur les cinq dernières campagnes. Compte tenu des stocks limités, les disponibilités resteraient toutefois modérées, notamment en AOP et les prix pour la campagne 2015/2016 pourraient se maintenir à un niveau élevé.

La collecte laitière française de la campagne 2014/2015 (avril-mars) a progressé par rapport à la campagne précédente même si elle a reculé sur les derniers mois en raison d'un prix jugé trop faible ou dans le but de respecter les quotas en vigueur. Celle de

2015/2016 est en légère progression, grâce aux bonnes conditions climatiques estivales, en dépit de la baisse du prix du lait. En effet, face à une offre mondiale et européenne abondante et une demande mondiale ralentie, notamment de la Chine et de la Russie, les prix des produits industriels et du lait ont reculé. Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, cette baisse des cours à la production a été beaucoup plus importante que celle des prix des aliments pour vaches laitières et n'a pas permis de maintenir les marges des éleveurs, toutes choses égales par ailleurs.

Sous l'effet de cette baisse des prix de l'alimentation animale mais également du repli des prix de l'énergie, les prix des intrants pour les biens et services de consommation courante ont été en retrait sur les neuf premiers mois de 2015 par rapport à 2014. La production d'aliments pour vaches laitières a diminué, en lien avec le recul de la collecte de lait des quatre premiers mois de l'année 2015 et un recours peut-être plus important aux stocks fourragers de la campagne précédente.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les autres productions animales ont légèrement progressé en volume, mais les prix ont reculé, hormis pour les ovins et les oeufs. Ce repli des prix n'a pas été compensé par une baisse équivalente du prix des aliments achetés.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les productions bovines et ovines se sont accrues, en lien avec la hausse des abattages et l'amélioration de l'excédent commercial d'animaux. S'agissant des bovins, cette hausse survient après trois années de repli de la production. Les abattages de vaches laitières, sur fond de baisse des prix du lait, et les exportations de bovins finis et de bovins maigres (broutards) ont fortement contribué à cette progression. Depuis septembre, les exportations de broutards, particulièrement soutenues jusque là par les ventes à la Turquie, sont toutefois pénalisées par la détection des foyers de FCO. Avec une offre en hausse, les prix des bovins ont reculé sur les neuf premiers mois, à l'exception des cours des bovins maigres qui se sont stabilisés par rapport à 2014.

Malgré une production ovine en légère progression pour la 2e année consécutive, les prix se sont maintenus en moyenne au niveau de 2014, avec toutefois des fluctuations en cours d'année. Ils se sont ainsi inscrits en hausse au premier trimestre, grâce au repli des importations de viande d'agneau, et à partir d'août au moment de la fête de l'Aïd.

Bien qu'en légère augmentation, la production porcine demeure pénalisée par la perte du marché russe qui n'a pu être compensée en France par une progression des ventes vers d'autres destinations, contrairement aux autres pays européens. Face à une offre européenne excédentaire et un ralentissement de la demande, les cours européens et français ont reculé par rapport à 2014 et à la moyenne des cinq dernières campagnes.

S'agissant des volailles, la production se redresse légèrement sur les neuf premiers mois, après une année 2014 en berne, grâce à une consommation bien orientée et une légère reprise des exportations de poulets et de canards. En recul vers la Russie, les ventes se sont stabilisées vers le Moyen-Orient et ont progressé vers l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'ex-Yougoslavie et l'Afrique subsaharienne. Avec une production et des importations en hausse sur les neufs premiers mois de 2015, les cours à la production ont reculé à la fois par rapport à 2014 et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En outre, la détection de plusieurs cas de grippe aviaire en Dordogne risque de fragiliser un peu plus une filière qui se remettait lentement d'une année 2014 difficile. Sur les neuf premiers mois, seuls les prix des œufs de consommation ont augmenté, de surcroît pour la deuxième année consécutive, malgré une production en légère hausse, soutenus par des exportations vers les États-Unis à la suite d'un épisode de grippe aviaire.

Au final, sous l'effet du recul des prix des grandes cultures et des productions animales, les prix des produits agricoles sur les neuf premiers mois de 2015 se sont repliés par rapport à la même période de 2014.

Sur les neuf premiers mois de 2015, l'excédent des échanges extérieurs agricoles et agroalimentaires s'est accru par rapport à la même période de 2014. Cette progression a concerné aussi bien les échanges de produits bruts que ceux des produits transformés. S'agissant des produits bruts, les ventes de céréales, notamment d'orges à la Chine, ont nettement contribué à la progression des exportations, suivies par celles de bovins vivants vers la Turquie et le Liban. C'est ainsi que les pays tiers ont principalement porté la croissance de l'excédent commercial de produits bruts, les échanges avec l'UE s'étant dégradés sous l'effet d'une progression des importations supérieure à celle des exportations. Sur les neuf premiers mois de l'année, les exportations de boissons à destination des États-Unis et de la Chine ont plus que compensé la diminution des ventes de produits laitiers et de produits transformés à base de céréales ou de fruits et légumes.

Annie Delort

Publication réalisée par le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP)
au Secrétariat général avec la collaboration de
la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)
Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Sommaire du bilan

Climatologie	**5**	*D. Rodier*
Grandes cultures	**7**	*O. Satger, G. Thomas*
Fruits et Légumes	**13**	*P. Arnoux, L. Bernadette*
Vins	**19**	*A. Delort*
Productions animales	**23**	*H. Bouhalli, M-A. Lapuyade, A. Lavergne, C. Pendaries*
Intrants	**31**	*H. Bouhalli, A. Lavergne*
Commerce extérieur	**35**	*G. Thomas*
Organismes et abréviations	**39**	
Pour en savoir plus	**41**	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

CLIMATOLOGIE

L'hiver 2014-2015, particulièrement doux, a freiné la consommation des premiers légumes d'hiver. Le printemps, également doux et sec, a globalement favorisé les productions végétales. En été, les températures élevées et la sécheresse ont favorisé la maturation, les conditions de récolte et la qualité des céréales à paille et des légumes. Par contre, les fruits d'été puis les cultures récoltées à l'automne ont souffert du manque d'eau et de la canicule. La pousse de l'herbe a également été pénalisée, particulièrement dans l'Est. Néanmoins, les conditions estivales ont favorisé la qualité et la consommation des fruits et légumes d'été.

Un début d'hiver particulièrement doux et plutôt sec peu propice à la demande pour les premiers légumes d'hiver

Après un automne 2014 exceptionnellement doux (le deuxième automne le plus chaud depuis 1996), l'hiver a débuté par des températures douces jusqu'à la mi-janvier, à l'exception de la fin décembre où les températures ont été nettement plus basses, et peu de précipitations. La fin de l'hiver a ensuite été plus fraîche et pluvieuse.

Les précipitations hivernales sont malgré tout restées assez peu importantes et très déficitaires en Languedoc-Roussillon. Seuls le massif pyrénéen, le littoral de la Manche et de la mer du Nord, le couloir rhodanien et le Var ont connu des pluies supérieures aux normales. Au niveau national, le cumul des précipitations depuis septembre est resté déficitaire sur l'ensemble du territoire sauf dans le Sud-Est qui a enregistré de très fortes pluies en novembre.

La douceur automnale a favorisé une demande active pour les derniers légumes d'été mais a limité la demande pour les premiers légumes d'hiver. Les semis d'hiver des grandes cultures ont été réalisés dans de bonnes conditions et en avance dans la plupart des régions. Toutefois, l'excès de pluie dans certaines régions du Sud-Est a compromis les semis, notamment dans le Gard où des parcelles ont été inondées.

Un printemps doux et sec globalement favorables aux productions végétales

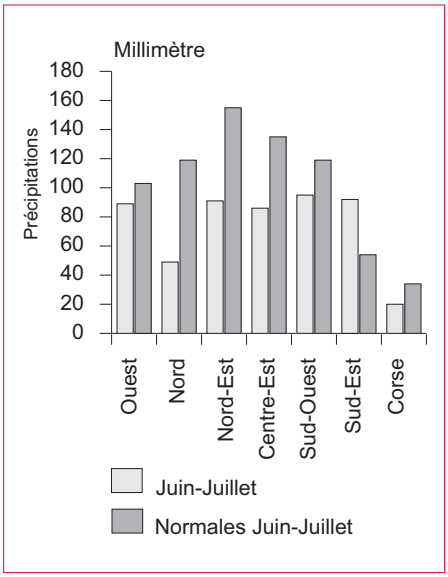
Les températures ont été particulièrement douces durant tout le printemps avec deux pics précoces de chaleur : à la mi-avril et début mai. Ces températures clémentes ont globalement concerné toutes les régions.

Les précipitations sont restées déficitaires tout au long du printemps. En mars, elles ont été particulièrement faibles dans la partie Nord tandis que le littoral méditerranéen et la Corse ont connu des précipitations supérieures aux normales. En avril, ce sont surtout le Sud et l'Est qui ont pâti d'un manque de précipitations. Au final, les précipitations printanières ont été déficitaires sur la quasi-totalité du pays et dès la fin du printemps, l'indice d'humidité des sols a été déficitaire sur l'ensemble du territoire, à l'exception du Nord-Ouest.

L'ensoleillement et la chaleur au printemps ont facilité le développement des cultures semées à l'automne, l'implantation des légumes sous abri et réduit la pression parasitaire. Après un hiver particulièrement doux, la demande pour les derniers légumes d'hiver est restée peu soutenue.

En revanche, après un début de campagne très excédentaire en avril, grâce aux températures clémentes, la pousse de l'herbe a rapidement ralenti au fil des mois, au fur et à mesure de l'assèchement des sols. Fin juin, la pousse

Un début d'été particulièrement sec dans le quart Nord-Est



Source : Météo France

nationale était proche des normales avec, toutefois, une différence entre le Sud et l'Est, à la pousse déficitaire et le quart Nord-Ouest, encore excédentaire ou proche des normales.

Canicule et sécheresse estivales ont diversement impacté les productions végétales

Dans la continuité du printemps, l'été a débuté avec des températures élevées. Juin a ainsi été le troisième mois le plus chaud depuis 1900 et juillet le quatrième. Les deux premières décades de juillet ont été particulièrement caniculaires. En août, les températures sont restées élevées (notamment dans le Nord-Est) malgré un fléchissement au cours de la deuxième décade. Au final, l'été 2015 a été le 2e été le plus chaud depuis le début des relevés météorologiques. L'écart des températures par rapport aux normales saisonnières a toutefois été moins marqué dans les régions bordant la Manche et l'Atlantique.

Les précipitations sont restées très déficitaires jusqu'à la fin juillet, hormis dans le Sud-Est très arrosé en juin avec des précipitations deux fois supérieures aux normales mensuelles et des orages violents. En août, les pluies ont été de retour, sauf dans l'Est. Dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Sud-Est, elles ont même été nettement excédentaires (supérieures de une à deux fois aux normales mensuelles) du fait, notamment, d'orages violents. Ces précipitations n'ont toutefois pas permis de rattraper le déficit enregistré depuis le début du printemps.

Les fortes températures, cumulées aux faibles précipitations, ont conduit à un assèchement important des sols notamment dans le Nord-Est. La différence de pousse d'herbe entre l'Ouest et l'Est s'est accentuée. En août, la production cumulée d'herbe au niveau national a été déficitaire, comparée à la production de référence et les conditions plus pluvieuses de la fin de l'été n'ont pas permis de rattraper le déficit cumulé à l'Est.

Les orages violents de la fin juin dans les régions méditerranéennes conjugués à la canicule qui a suivi, ont pesé sur la production des fruits d'été (abricots, pêches et cerises), en baisse sur un an. La canicule estivale a aussi limité le calibre des fruits notamment en poires Guyot. Néanmoins, elle a fortement favorisé la consommation des fruits d'été.

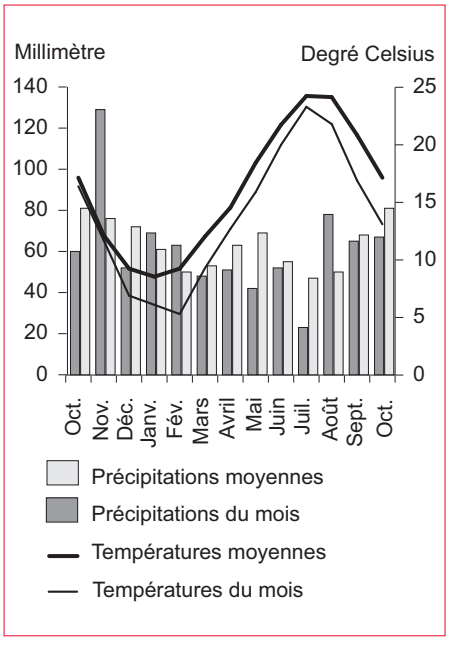
En revanche, les températures élevées et la faible pluviométrie ont facilité l'implantation des cultures en plein air et favorisé les rendements, majoritairement en hausse sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014. La fin de développement des cultures d'hiver a également été peu impactée et les moissons se sont même déroulées en avance. En blé tendre, le rendement a atteint un record historique. Les rendements ont aussi été très élevés en blé dur et en orge. Au contraire, les cultures récoltées à l'automne ont souffert de la chaleur et du manque de pluie. En maïs grain non irrigué, le rendement diminuerait de 27 % par rapport à l'an passé et de 15 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. Les cultures de tournesol, de pomme de terre et de betterave industrielle ont également souffert.

Un début d'automne frais avec davantage de pluies mais qui n'a que partiellement compensé le déficit

Après un été très chaud, les températures ont été plus fraîches en septembre et en octobre. Elles ont été particulièrement basses à la mi-octobre avec des écarts de près de 3 °C par rapport aux normales saisonnières. Les pluies sont réapparues à la mi-septembre avec des cumuls importants localement notamment dans le Nord, le Centre-Est, Rhône-Alpes et sur un axe allant de Poitou-Charentes à l'Île-de-France. Ces pluies ont permis une reprise de la maturation des baies dans l'Ouest et favorisé la hausse des volumes de vin, notamment en vins de Cognac. Elles ont conduit également à augmenter le potentiel de production des variétés tardives de pommes et de poires.

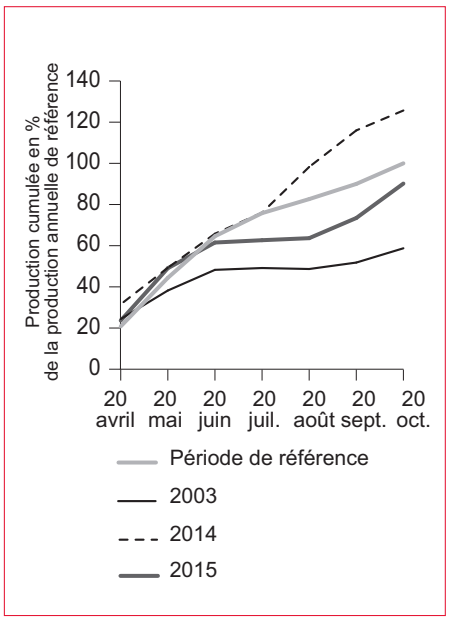
Par contre, les précipitations du mois d'octobre sont restées globalement faibles, à l'exception du Sud-Est et de la Corse qui ont connu des épisodes pluvieux importants. Au 1er novembre, l'indice d'humidité des sols est désormais négatif sur une large partie du territoire. À l'exception de la Bretagne, des Pays de la Loire et de Poitou-Charentes, la pousse d'herbe a été globalement déficitaire, en particulier dans l'Est.

Un printemps et un été secs et chauds



Source : Météo France

Une production estivale d'herbe très déficitaire



Sources : Agreste - Isop, Météo France, Inra

GRANDES CULTURES

Les conditions climatiques de l'automne 2014 à l'été 2015 ont eu des effets très contrastés sur les grandes cultures. Les cultures d'hiver ont eu des rendements élevés contrairement aux cultures récoltées à l'automne qui ont souffert de la sécheresse et de la canicule estivale. Dans un contexte mondial d'abondance en céréales et de stagnation des échanges mondiaux, le niveau record des disponibilités françaises en blé pourrait exercer une pression baissière sur les prix.

L'hiver doux puis le printemps chaud et ensoleillé ont permis aux cultures d'hiver de se développer dans d'excellentes conditions. Le manque de pluie et les chaleurs caniculaires de juin n'ont ensuite que faiblement réduit leur potentiel de rendement. En revanche, les cultures récoltées à l'automne ont souffert des chaleurs et du déficit hydrique de l'été. Les pluies du mois d'août ont permis à ces cultures de reprendre leur croissance mais leurs rendements seraient malgré tout en recul cette année.

La volatilité des prix a été forte cet été. Entre la fin juin et début juillet, des craintes quant à l'effet sur la production des aléas climatiques ont entrainé une forte hausse des cours des céréales et des oléagineux. D'août à septembre, l'amélioration des conditions climatiques, notamment en Amérique du Nord, conjuguée à des inquiétudes sur le ralentissement de l'économie chinoise ont orienté les cours à la baisse. La situation et les perspectives sont contrastées selon les différents produits. Les cours du blé tendre ont pâti de stocks abondants au niveau français et mondial alors que ceux du maïs ont été soutenus par une récolte en retrait. En ce qui concerne les oléagineux, si la production et les stocks mondiaux de soja sont élevés au niveau mondial, les disponibilités en tournesol et colza ont reculé.

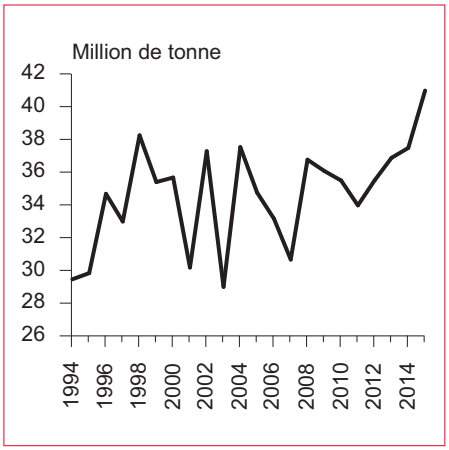
Blé tendre : une production française record dans un contexte de marché baissier

La production française de blé tendre a atteint un niveau record, à 41 millions de tonnes (Mt), en hausse de 9 % par rapport à 2014 et de 14 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Ce volume résulte à la fois d'une progression des surfaces (+ 3,1 % sur un an) et du rendement moyen (+ 6 %), qui s'établit au niveau record de 79,3 q/ha, le précédent datant de 2004 (77,9 q/ha). Ce rendement a été obtenu grâce aux bonnes conditions météorologiques de l'hiver et du printemps, la sécheresse et les épisodes caniculaires de l'été sont intervenus alors que le développement des blés était quasiment achevé. Les moissons se sont déroulées en avance. Les rendements ont été particulièrement élevés en Nord-Pas-de-Calais (103 q/ha) ainsi qu'en Picardie (96 q/ha).

Selon l'enquête de FranceAgriMer/ Arvalis, la production française de blé tendre est de bonne qualité. Les blés ont une bonne aptitude à la panification, des poids spécifiques élevés et un faible taux d'humidité. En revanche, le taux de protéine ne progresse pas et reste comparable à celui de la campagne précédente (11 % contre 11,1 %). Ces différents critères permettent de satisfaire aux conditions exigées par les importateurs des pays tiers dans leurs cahiers des charges.

La commercialisation en 2015-2016 de la récolte française record en blé s'inscrit dans un contexte mondial abondant. En effet, la récolte mondiale de blé en 2015, 726 Mt selon le CIC, dépasserait les niveaux exceptionnels de 2013 et 2014, conduisant à un nouvel alourdissement des stocks mondiaux pour la troisième année consécutive. Dans le même temps, les échanges mondiaux de blé reculeraient pour la deuxième année d'affilée, reflétant la hausse de la production dans les pays importateurs.

Production record de blé en France en 2015



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2004-2014 - Conjoncture 2015

Les exportations françaises de blé devraient être confrontées à la très forte concurrence, en particulier des blés russes et ukrainiens qui bénéficient d'un avantage de fret pour certaines destinations du bassin méditerranéen. La baisse de l'euro vis-à-vis du dollar redonnerait cependant des marges de compétitivité à l'exportation.

Les ventes de blé français sur l'UE ne devraient pas retrouver le niveau élevé de 2014/2015, correspondant au débouché de blé fourrager en alimentation animale. Au total, le volume élevé d'exportations, estimé à 19 Mt (FranceAgriMer) s'accompagnerait néanmoins d'une forte hausse du stock de fin de campagne, à 5,2 Mt contre 2,5 Mt à la fin de campagne 2014/2015.

Blé dur : reprise de la production

Après deux années de forte baisse, la récolte française de blé dur augmenterait de 22 % cette année pour s'établir à 1,8 Mt. Néanmoins, la production demeurerait inférieure de 11 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Les surfaces et les rendements se sont accrus sur un an (respectivement + 13 % et + 8 %). Le rapport de prix entre le blé dur et le blé tendre a été suffisamment élevé pour rendre la culture du blé dur attractive. Entre septembre et novembre 2014, ce rapport avait atteint 2,3 contre 1,3 en 2013. Toutefois, les surfaces demeurent en deçà de la moyenne 2010-2014.

Maïs : forte baisse de la production

La récolte française de maïs-grain chuterait de 28 % par rapport à la récolte abondante de l'année dernière, ce qui représente 5,1 Mt de moins. La baisse serait de 16 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Le manque de pluie et la chaleur estivale ont pénalisé les rendements. En maïs-grain non irrigué, ils diminueraient de 15 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Le recul du rendement serait toutefois limité à 4,4 % pour le maïs-grain irrigué. La diminution des surfaces (– 11 % sur un an) a également contribué au recul de la production.

Les stocks importants de la récolte 2014 et la faiblesse des prix observés au moment des semis au printemps 2015 n'ont pas incité les agriculteurs à choisir cette culture. Les stocks de maïs devraient se résorber cette année, compte tenu de la faiblesse de la récolte. Ils sont estimés par FranceAgrimer, à 2,3 Mt en fin de campagne 2015/2016, soit – 0,6 Mt par rapport à la campagne précédente. Le recul très net des disponibilités en maïs au niveau français et européen constituera un élément de soutien des prix, qui devraient se redresser par rapport à 2014/2015. En maïs-fourrage, la production diminuerait de 16 %, malgré une augmentation des surfaces (+ 2 %). Certaines parcelles de maïs-grain, très atteintes par la sécheresse, ont été récoltées en maïs-fourrage.

La production d'orges atteindrait 12,4 Mt, en hausse de 6 % sur un an, malgré une diminution des surfaces. La sole en orge d'hiver a augmenté mais n'a pas compensé la forte diminution en orge de printemps. Les rendements de l'orge d'hiver comme ceux de l'orge de printemps ont progressé (respectivement + 4,2 q/ha et + 3,2 q/ha). Les disponibilités d'orges augmenteraient de 1 Mt en 2015/2016. Sous l'hypothèse d'une campagne d'exportations aussi dynamique qu'en 2014/2015, au cours de laquelle la demande chinoise en orges de brasserie et fourragères avait permis d'exporter 6,65 Mt, le stock d'orges en fin de campagne devrait doubler pour atteindre 2 Mt. Ce bilan excédentaire devrait donc imprimer une tendance baissière aux cours des orges.

Oléagineux : baisse de la récolte

Après une récolte 2014 abondante, la récolte française de colza diminuerait de 4,5 % pour s'établir à 5,3 Mt. Elle se situerait toutefois au-dessus de la moyenne 2010-2014 (+ 3,2 %). Le rendement reculerait (– 1,2 q/ha), ainsi que les surfaces (– 1,3 % sur un an), mais augmenterait par rapport à la moyenne 2010-2014 (+ 1,8 q/ha).

La production de tournesol se replierait de 21 %, à 1,2 Mt. L'impact de la baisse des surfaces (– 6 %) est amplifié par le recul du rendement moyen (– 16 %), pénalisé, à l'instar des cultures de printemps, par les déficits pluviométriques de l'été. La baisse de rendement atteindrait 18 % en Midi-Pyrénées et en Poitou-Charentes et 21 % en Aquitaine.

Protéagineux : hausse de la production

La production de l'ensemble des protéagineux serait en hausse de 6 % par rapport à 2014 mais demeurerait inférieure à la moyenne 2010-2014. La surface en pois protéagineux a continué de se redresser pour la deuxième année consécutive (157 milliers d'hectares) de même que celle de la féverole (86 milliers d'hectares). La culture des protéagineux a en effet bénéficié des aides mises en place cette année dans le cadre du plan « protéines végétales ». Le rendement des pois protéagineux progresserait de 0,7 q/ha alors que celui des féveroles diminuerait de 8,6 q/ha. Les féveroles se récoltant plus tard que les pois protéagineux, elles ont été plus durement touchées par le manque de pluie et la chaleur du début de l'été.

L'abondance des disponibilités en céréales pèse sur les cours

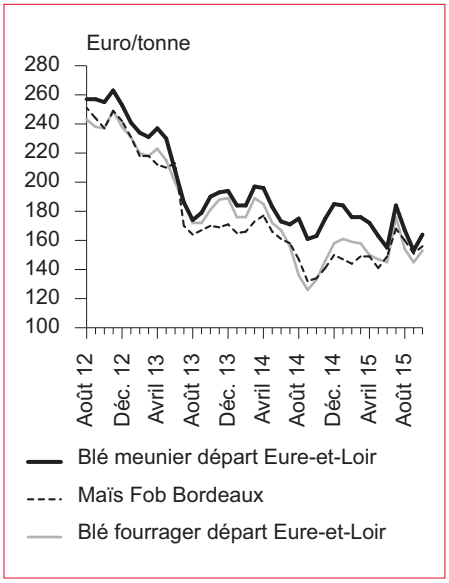
En début d'année, les stocks mondiaux élevés ont pesé sur les cours des céréales. Toutefois, la baisse de l'euro par rapport au dollar a soutenu les prix des matières premières agricoles libellés en euro. Puis, des inquiétudes au sujet des récoltes mondiales sont apparues en lien avec le déficit pluviométrique en Europe, au Canada et dans l'est des États-Unis et les pluies trop abondantes dans l'Ouest des États-Unis. Ainsi, les prix ont fortement augmenté durant la deuxième quinzaine de juin et les premiers jours de juillet. En juillet et en août, l'amélioration des

conditions climatiques en Amérique du Nord et l'atténuation des inquiétudes quant à l'économie chinoise ont entrainé les prix des céréales et des oléagineux à la baisse.

Depuis septembre 2015, en dépit de fondamentaux baissiers, les cours du blé tendre se sont redressés, le prix du blé tendre départ Eure-et-Loir en octobre 2015 étant proche du niveau d'octobre 2014. La baisse de l'euro face au dollar a en effet de nouveau soutenu le prix des matières premières exprimées en euro. Entre octobre 2014 et octobre 2015, l'euro s'est déprécié de 11 % face au dollar.

En maïs, la production de l'Union européenne a chuté par rapport à l'année dernière et la production mondiale reculerait. Néanmoins, les stocks mondiaux demeurent élevés. Ils s'établiraient selon le CIC à 200 Mt de tonnes à l'issue de la campagne 2015/2016, en baisse de 5 Mt par rapport à l'année dernière alors qu'ils avaient nettement progressé entre 2013/2014 et 2014/2015 (+ 27 Mt). Par rapport à l'année dernière, le prix du maïs rendu Bordeaux a progressé de 11 % en moyenne entre juillet et octobre 2015. Toutefois, lors de la campagne 2014/2015, les prix avaient été particulièrement bas en raison d'une production et des stocks élevés aussi bien en France que dans le monde.

Au cours de l'été 2015, les cours du maïs ont progressé sur un an



Source : La Dépêche

Des prix du blé dur toujours élevés, malgré une tendance baissière sur un an

Les cours du blé dur ont atteint un niveau élevé lors de la campagne 2014/2015, la production et les stocks mondiaux de blé dur ayant été insuffisants pour répondre à la demande mondiale. De fortes précipitations au Canada, premier exportateur mondial de blé dur, ont généré des problèmes de qualité. En Europe, la production a été faible et en France, elle a également rencontré des problèmes de qualité.

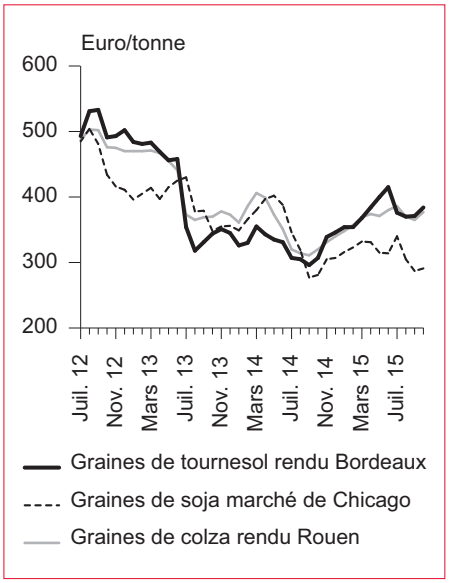
Pour la campagne 2015/2016, la production mondiale serait en hausse, le Canada disposant davantage de quantités exportables cette année. Les stocks devraient néanmoins demeurer faibles. En début d'année 2015, les cours du blé dur étaient 40 % plus élevés qu'en 2014. Depuis les moissons 2015, les prix baissent sur un an tout en demeurant à un niveau élevé. Ainsi, en moyenne entre août et octobre 2015, les cours du blé dur ont reculé de 8 % par rapport à 2014 mais ont progressé par rapport à 2013 (+ 25 %). L'écart de prix entre le blé dur et le blé tendre s'est resserré mais demeure toujours favorable au blé dur. En octobre 2015, il atteint 1,8 contre 2,3 en octobre 2014.

Les cours du tournesol et du colza sont mieux orientés que ceux du soja

Au cours du premier semestre 2015, les cours du soja ont baissé comparativement au premier semestre 2014, les disponibilités mondiales étant élevées après une récolte abondante et des stocks de fin de campagne 2014/2015 en forte hausse sur un an (+ 48 %). À partir de juin, des craintes liées au climat sont apparues et ont soutenu les cours des oléagineux jusqu'au début juillet. Puis, l'amélioration des conditions climatiques et les inquiétudes au sujet de l'économie chinoise ont de nouveau orienté les cours à la baisse. La Chine importe un quart de la production mondiale de soja. Toutefois, la demande chinoise de soja n'a pas faibli et devrait rester dynamique, malgré le ralentissement de son économie. Selon le CIC, la Chine devrait importer davantage de soja lors de la campagne 2015/2016 (+ 2,5 Mt par rapport à 2014/2015). La production mondiale de soja, estimée à 319 Mt, serait proche du niveau élevé de la campagne précédente. La consommation mondiale serait à nouveau inférieure à la production et les stocks progresseraient de 1,9 Mt, après avoir fortement augmenté entre la campagne 2013/2014 et la campagne 2014/2015. En septembre et en octobre 2015, les cours exprimés en euro étaient en hausse par rapport aux bas niveaux observés il y a un an, mais en baisse exprimés en dollar.

Contrairement au soja, les stocks mondiaux de colza et de tournesol sont faibles. De juillet à octobre 2015, le cours du colza a progressé de 18 % en moyenne par rapport à la même période l'an passé. Sur la même période, le cours du tournesol s'est également accru (+ 24 %). Les cours du tournesol sont notamment soutenus par le recul de la production européenne (– 21 %), la sécheresse ayant entrainé une diminution importante des rendements, notamment en Roumanie et en Bulgarie, les deux plus gros producteurs de l'Union européenne en 2014. La consommation mondiale de tournesol devrait être supérieure à la

En 2015, les cours du colza et du tournesol sont mieux orientés que ceux du soja



Source : La Dépêche

production lors de la campagne 2015/2016.

Pommes de terre : recul de la production et hausse des cours

La production de pommes de terre de conservation et de demi-saison s'élèverait à 5,1 Mt en 2015. Elle reculerait de 18 % par rapport à la production très élevée de 2014 et de 2,5 % par rapport à la moyenne 2010-2014. La sécheresse a limité le développement des pommes de terre. Le rendement diminue de 16 % par rapport au record de 2014 et de 8 % par rapport à la moyenne 2010-2014. La récolte de pommes de terre de féculerie diminuerait de seulement 3,9 % sur un an, la hausse des surfaces compensant en partie la baisse des rendements.

D'après le NEPG (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen), la récolte des principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique) diminuerait de 13 % par rapport à 2014 et de 1,6 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Par ailleurs, le NEPG prévoirait une demande soutenue de la part des industriels. En effet, la teneur en matière sèche serait basse et, à produit fini équivalent, il faudrait plus de volume de pommes de terre que pour une année moyenne. La baisse de l'euro et la diminution de la production dans le reste de l'Europe pourraient également soutenir les exportations.

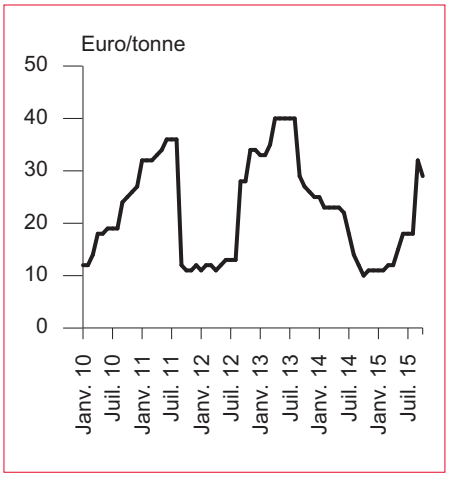
Lors de la campagne 2014/2015, les cours s'étaient effondrés, perdant plus de la moitié de leur valeur. À partir du mois de mai 2015, ils ont commencé à se redresser significativement, une baisse des surfaces étant anticipée en France et en Europe. Depuis septembre, les cours ont fortement augmenté, les récoltes de la nouvelle campagne s'annonçant décevantes, à la suite du manque de pluie de l'été. Ainsi, en moyenne sur les mois de septembre et octobre 2015, les cours à l'expédition du bassin nord ont été multipliés par 2,7 par rapport aux mêmes mois de 2014. Ils ont retrouvé des cours comparables à ceux de 2013.

Sucre : en 2015/2016, en France et dans l'UE, forte baisse des récoltes betteravières et de la production de sucre

Au printemps 2015, les semis de betteraves ont été précoces et réalisés dans de bonnes conditions. Les surfaces semées ont reculé par rapport à 2014, aussi bien au niveau français (384 000 ha contre 407 000 ha en 2014, soit – 6 %) que communautaire (– 14 %). Le recul des surfaces betteravières en France et dans l'UE est la conséquence directe du volume record de sucre hors-quota reporté de la campagne 2014/2015, campagne qui avait enregistré une production exceptionnelle de 19,4 Mt. Au niveau européen, le volume reporté sur la campagne 2015/2016 dépasse 2,6 Mt (dont 0,2 Mt en France). Les réductions de surfaces étant proportionnelles au niveau de ce report, les pays ayant connu les plus fortes baisses sont l'Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni.

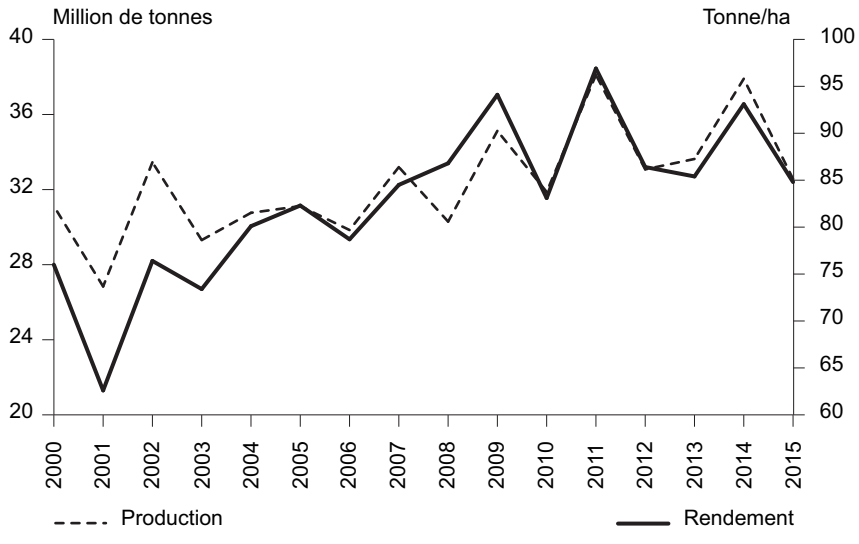
En France, les conditions climatiques du printemps ont favorisé une levée rapide des betteraves et une bonne maîtrise de la situation sanitaire des parcelles, et le potentiel de rendement au début de l'été était considéré comme élevé. La sécheresse estivale a fortement compromis ce potentiel de rendement, en particulier dans les régions ayant connu les déficits hydriques les plus élevés (Champagne), en limitant la composante poids racine des betteraves. Le rendement betteravier à 16° de richesse en sucre est ainsi estimé à 84,8 t/ha, soit un recul de 9 % par rapport à 2014 (93,1 t/ha) et de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale 2010-2014. Conjugué au repli des surfaces, ce moindre rendement conduit à une récolte betteravière 2015 estimée à 32,6 Mt contre

Avec la récolte 2015, les cours de la pomme de terre* se redressent



** Bintje lavée, 40-70 mm, cat. 1, sac 10 kg.*
Sources : FranceAgriMer, RNM

Recul de la récolte de betteraves en 2015



Source : Agreste

37,9 Mt en 2014 (– 14 % par rapport à 2014 et – 7 % par rapport à la moyenne quinquennale 2010-2014).

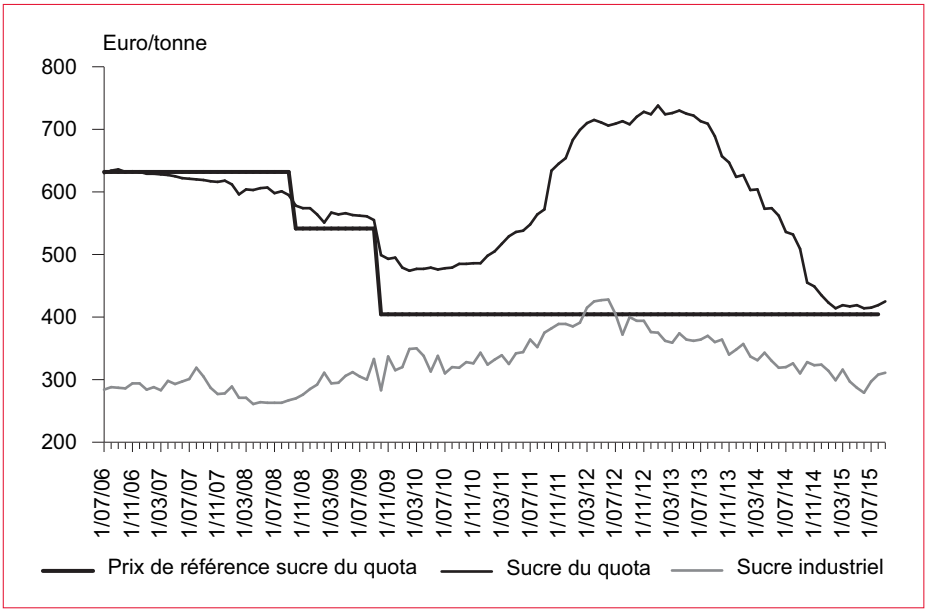
La production française de sucre 2015, issue de cette moindre récolte betteravière ne pourra qu'être nettement en deçà de celle de 2014 : elle devrait être inférieure à 4,5 Mt (contre 5,1 Mt en 2014), soit la plus faible depuis 2010 (4,35 Mt).

Au niveau européen, la production de sucre (y compris sirops destinés à la production d'éthanol) serait proche de 15 Mt, soit une baisse d'au moins 4 Mt par rapport à la campagne précédente. Néanmoins, une partie de cette baisse sera compensée par le volume de sucre reporté (2,6 Mt) sur la campagne 2015/2016.

Le recul de la production globale de sucre, en France et dans l'UE, n'aura cependant aucune incidence sur la réalisation du quota de sucre, destiné aux utilisations alimentaires. Toutefois, pour ce segment du marché du sucre, la campagne 2015/2016 débutera avec un stock également en très forte baisse selon la Commission européenne (1,1 Mt au 1/10/2015 contre 2 Mt au 1/10/2014). L'équilibre offre-demande sur le marché communautaire du sucre du quota sera donc selon toute vraisemblance plus tendu en 2015/2016 qu'il ne l'a été en 2014/2015. La disparition de tout excédent de sucre du quota devrait ainsi permettre un redressement des prix qui étaient tombés à leur plus bas niveau en 2014/15, à la suite de la reconstitution des stocks au cours des années 2013 et 2014. Le prix moyen du sucre du quota, sortie usine, a ainsi chuté d'un maximum de 738 €/t en janvier 2013 à 414 €/t en juin 2015. En moyenne (non pondérée par les volumes), le prix du sucre du quota s'est établi à 425 €/t sur la campagne 2014/2015 contre 587 €/t en 2013/2014 et 721 €/t en 2012/13. En moyenne, de juin à août 2015, le prix du sucre s'est donc rapproché du prix de référence (404,4 €/t), ce qui signifie que dans certains pays de l'UE, les prix du sucre ont franchi ce seuil.

Le prix du sucre industriel (sucre hors-quota destiné aux utilisations non alimentaires) est étroitement corrélé aux cours mondiaux du sucre. Ceux-ci ont fortement baissé jusqu'en août 2015, sous l'effet de la dépréciation accélérée du réal brésilien vis à vis du dollar et de l'accumulation des excédents sucriers depuis 2010. Depuis septembre, les cours mondiaux du sucre se sont fortement redressés, en réponse à la perspective du retour à un bilan mondial déficitaire en 2015/2016 et 2016/2017.

Les cours du sucre au plus bas sur l'année 2015



Source : Agreste Commission européenne

Les cours mondiaux du sucre se sont redressés en septembre 2015

Source : FranceAgriMer

FRUITS ET LÉGUMES

En 2015, dans le contexte d'une offre limitée et d'une demande soutenue, les cours des fruits et des légumes ont nettement progressé, contribuant à la hausse du chiffre d'affaires de la plupart d'entre eux, à l'exception du melon et de la courgette. Si les conditions climatiques ont pesé sur les récoltes de fruits, elles ont été, dans l'ensemble, plutôt favorables aux cultures légumières, avec une pousse régulière, une faible pression parasitaire et des pertes aux champs réduites.

Les orages destructeurs de juin dans les régions méditerranéennes, conjugués à la canicule qui a suivi, ont pesé sur la production des abricots, des pêches et des cerises en 2015. Face à une offre réduite et une consommation de fruits d'été fortement entretenue par la chaleur estivale, les prix ont progressé, contribuant au rebond du chiffre d'affaires. En début de campagne 2015/2016, les cours de la poire et de la pomme se redressent nettement sur un an.

Avec un printemps doux et précoce, facilitant l'implantation et le démarrage des cultures, et malgré le déficit pluviométrique de l'été au plus fort de la production, les récoltes de légumes ont été précoces, de qualité et plutôt en

En 2015, les chiffres d'affaires ont progressé sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014

	Campagne	Indice de chiffre d'affaires*		Indice de prix*		Indice de production*		Indice de surface*	
		Écart en % à 2014 ou à 2014/2015	Écart en % à la moyenne quinquennale 2010-2014 ou 2010/2011-2014/2015	**Écart en % à 2014 ou à 2014/2015**	Écart en % à la moyenne quinquennale 2010-2014 ou 2010/2011-2014/2015	**Écart en % à 2014 ou à 2014/2015**	Écart en % à la moyenne quinquennale 2010-2014 ou 2010/2011-2014/2015	**Écart en % à 2014 ou à 2014/2015**	Écart en % à la moyenne quinquennale 2010-2014 ou 2010/2011-2014/2015
Fruits									
Cerise	mai-juil. 2015	**4,0**	17,1	**13,6**	6,1	**– 8,4**	8,0	**– 2,5**	– 8,0
Pêche	juin-sept. 2015	**6,6**	– 10,1	**17,3**	9,2	**– 9,1**	– 18,3	**– 2,3**	– 11,5
Abricot	juin-août 2015	**13,0**	17,4	**24,1**	11,7	**– 8,9**	3,8	**– 0,7**	– 5,8
Fraise	mars-sept. 2015	**9,0**	12,3	**7,5**	1,8	**1,4**	10,2	**5,0**	5,0
Pomme	août 2015 - juin 2016	**25,3**	7,4	**17,5**	5,2	**6,6**	1,1	**0,1**	– 4,4
Poire	juil. 2015 - avril 2016	**17,8**	– 6,0	**12,9**	– 5,3	**4,4**	– 1,7	**1,3**	– 3,0
Légumes									
Tomate en frais	fév.-déc. 2015	**9,6**	9,8	**8,2**	7,8	**1,3**	2,2	**– 2,4**	– 8,5
Concombre	janv.-oct. 2015	**19,3**	14,8	**16,2**	13,0	**2,7**	1,6	**1,5**	– 1,0
Courgette	avril-oct. 2015	**– 3,7**	– 11,3	**5,1**	5,9	**– 8,4**	– 16,5	**– 5,3**	– 4,7
Melon	mai-sept. 2015	**– 6,9**	– 12,8	**– 13,0**	– 10,6	**7,0**	– 2,6	**– 0,6**	– 6,6
Laitue	mai 2015 - avr. 2016	**13,0**	5,0	**12,2**	11,1	**1,1**	– 5,1	**– 2,6**	– 8,7
Carotte en frais	mai 2015 - avr. 2016	**15,5**	8,8	**13,1**	5,9	**2,3**	2,1	**– 0,5**	– 2,7
Poireau	mai 2015 - avr. 2016	**23,0**	10,7	**22,8**	7,5	**0,2**	2,5	**– 2,4**	– 4,3
Chou-fleur	juin 2015 - mai 2016	**17,1**	9,1	**27,0**	31,8	**– 7,8**	– 17,4	**– 0,2**	– 10,2
Endive chicon	sept. 2015 - mai 2016	**27,6**	25,0	**29,1**	32,7	**– 1,1**	– 6,4		

** La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2015.*
Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste

hausse, sauf pour la courgette, le chou-fleur et l'endive. Au printemps, la demande a rapidement privilégié les légumes d'été au détriment des derniers légumes d'hiver dont les prix ont chuté. À partir du mois de mai, le déficit hydrique et la hausse des températures ont permis une progression rapide des productions, en pleine hausse saisonnière, et favorisé la demande, nationale et extérieure. Le déficit des échanges extérieurs de carottes, fraises et melons s'est réduit au printemps par rapport à 2014 et à la moyenne 2010-2014 tandis que l'excédent pour le poireau progressait. Les cours de la majorité des produits ont augmenté sur un an, même s'ils se sont repliés au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes à l'approche de l'été.

En août, les pluies ont marqué leur retour alors que les températures demeuraient élevées. Les prix ont accusé une baisse saisonnière pour la quasi-totalité des légumes d'été mais

Sur les neuf premiers mois de 2015, le solde commercial des fruits s'est dégradé sauf pour la fraise et la poire

Cumul de janvier à septembre	Année de cumul	Cerise	Pêche	Abricot	Fraise	Pomme	Poire
Exportations en quantité (1 000 t)	2010	5	46	48	90	450	34
	2011	8	44	49	87	477	28
	2012	4	47	58	101	451	20
	2013	4	44	45	90	305	21
	2014	7	44	64	82	501	16
	2015	5	46	52	74	401	17
Importations en quantité (1 000 t)	2010	6	111	10	18	130	158
	2011	10	109	10	18	114	111
	2012	8	121	14	20	134	83
	2013	7	141	20	16	215	83
	2014	7	138	18	13	119	74
	2015	8	158	19	12	149	68
Solde des échanges en quantité (1 000 t)	2010	– 1	– 65	37	– 72	320	– 124
	2011	– 2	– 65	39	– 69	363	– 83
	2012	– 4	– 74	44	– 81	317	– 63
	2013	– 2	– 97	25	– 73	90	– 62
	2014	0	– 94	46	– 69	382	– 58
	2015	– 3	– 112	33	– 62	252	– 51

Source : DGDDI (Douanes)

Sur les neuf premiers mois, le solde des échanges extérieurs des légumes s'est amélioré ou stabilisé sur un an, hormis pour le melon et la laitue

Cumul de janvier à septembre	Année de cumul	Carotte et navet	Chou-fleur et brocoli	Concombre	Cour-gette	Endive chicon	Melon	Poireau et autres légumes alliacés	Tomate	Laitue toutes variétés
Exportations en quantité (1 000 t)	2010	99	30	50	102	3	131	23	357	46
	2011	95	33	49	103	3	129	16	366	48
	2012	101	32	52	99	3	157	17	409	61
	2013	106	37	51	103	3	166	22	414	62
	2014	109	35	53	97	2	163	17	405	59
	2015	110	36	53	87	3	170	15	388	65
Importations en quantité (1 000 t)	2010	68	120	6	14	10	38	17	120	15
	2011	91	127	7	15	12	37	16	138	16
	2012	71	112	8	15	9	42	16	160	14
	2013	83	116	9	16	15	44	16	168	14
	2014	61	100	10	16	13	46	15	176	15
	2015	86	102	10	14	14	46	17	167	14
Solde des échanges en quantité (1 000 t)	2010	– 32	90	– 44	– 87	7	– 94	– 6	– 236	– 31
	2011	– 5	95	– 42	– 88	8	– 93	0	– 228	– 31
	2012	– 30	80	– 44	– 85	6	– 115	– 1	– 250	– 46
	2013	– 24	79	– 42	– 87	12	– 122	– 6	– 246	– 48
	2014	– 48	65	– 43	– 81	11	– 117	– 3	– 229	– 44
	2015	– 25	66	– 43	– 73	11	– 124	2	– 221	– 51

Source : DGDDI (Douanes)

sont demeurés supérieurs à ceux d'août 2014. Septembre et octobre ont, à l'opposé, connu des températures en baisse par rapport aux normales. Cette période a sonné la fin des récoltes pour la majorité des productions d'été et le renversement de la tendance pour les cours. Ils ont alors en majorité affiché un repli sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014 alors que les premiers légumes d'hiver enregistraient des prix fermes pour une offre ponctuellement en repli, sous l'effet de récoltes en baisse sur un an.

Les surfaces ont toutes reculé, plus ou moins fortement, hormis pour le concombre, la poire et la fraise, qui ont progressé, et la pomme qui est demeurée stable. Elles sont également en retrait par rapport à la moyenne des cinq dernières années, à l'exception de la fraise. Cette réduction des surfaces n'a cependant eu qu'un impact modéré sur les récoltes, les conditions climatiques ayant été propices à la progression de la majorité des rendements.

Les chiffres d'affaires de la plupart des légumes et fruits ont augmenté sur un an, à l'exception de ceux du melon et de la courgette. Pour ces derniers, comme pour la poire et la pêche, le chiffre d'affaires a reculé par rapport à la moyenne 2010-2014.

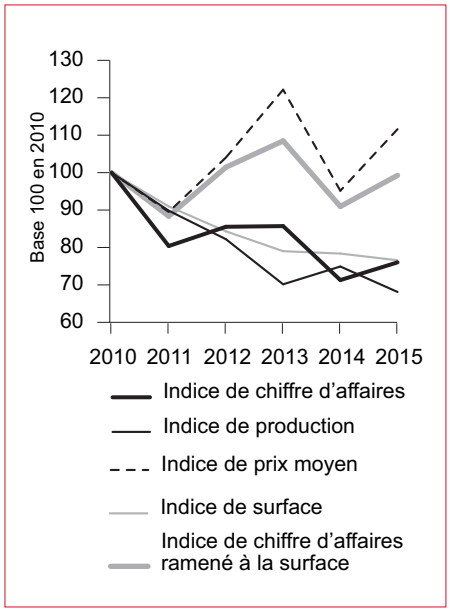
En 2015, la hausse des prix des fruits d'été a favorisé la progression du chiffre d'affaires sur un an

La production de pêche a été davantage valorisée que lors de la campagne passée, particulièrement défavorable, avec un chiffre d'affaires en augmentation de 7 % sur un an, après la chute de – 17 %. Cette hausse du chiffre d'affaires provient d'un rebond important des prix (+ 17 %), favorisé par un recul de 8 % de la production. La baisse de la production est essentiellement imputable aux épisodes de grêle ou de vents violents survenus dans les régions méditerranéennes et en Rhône-Alpes au début de l'été ainsi qu'à une floraison réduite. Les surfaces n'ont que légèrement reculé sur un an. En Europe, la production a, elle aussi, reculé sur un an (– 2 %), notamment en Espagne à la suite d'une sécheresse et de plusieurs épisodes de grêle. Si la canicule en France a, dans certains cas, réduit les calibres des fruits et limité les rendements, elle a par contre favorisé la consommation de pêches à un niveau important, contribuant au maintien de cours relativement élevés (+ 9 % au dessus de la moyenne 2010-2014). Malgré une fin de campagne moins active, la commercialisation de ce fruit peut être considérée comme réussie.

En 2015, le chiffre d'affaires national de l'abricot a progressé fortement sur un an (+ 13 %) et par rapport à la moyenne quinquennale (+ 17 %). Ce rebond s'explique par des prix en forte augmentation (+ 24 % sur un an et + 12 % comparés à la moyenne des cinq dernières campagnes), malgré une baisse des exportations sur un an. La production a, elle, baissé de 8 % sur un an, pour s'établir à 162 000 tonnes, contribuant au soutien des prix. Ce repli de la production, sur fond de stabilité des superficies, résulte d'événements climatiques divers selon les régions : orages et vents destructeurs en Languedoc-Roussillon, précipitations printanières à l'impact défavorable sur la production des variétés précoces en Provence, canicule dans la vallée du Rhône. En Europe, la production 2015 a également été déficitaire (– 7 % sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans), à la suite de forts reculs en Grèce et en Italie.

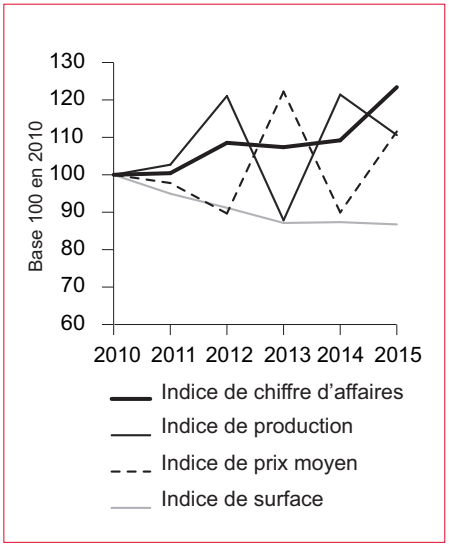
Pour la deuxième année consécutive, la campagne de la cerise a enregistré un chiffre d'affaires en hausse (+ 4 % sur un an et + 17 % comparé à la moyenne quinquennale), après plusieurs années défavorables, grâce à

Pêche : en 2015, le chiffre d'affaires tiré par la hausse des prix sur un an



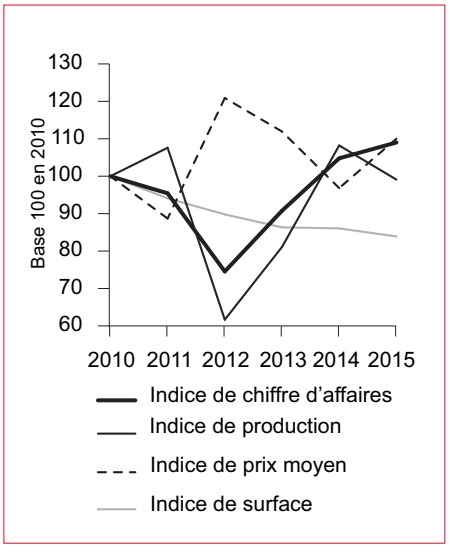
Source : Agreste

Abricot : en 2015, la baisse de la prodution est plus que compensée par la hausse des prix sur un an



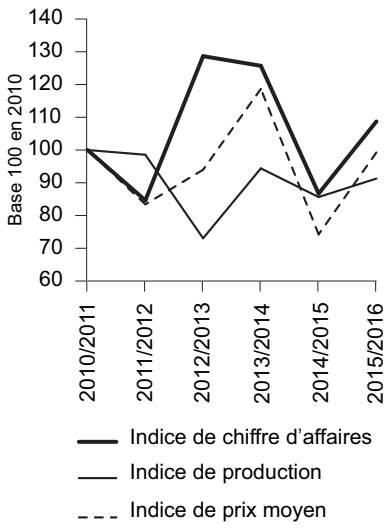
Source : Agreste

Cerise : une campagne 2015 bien orientée malgré la baisse des volumes sur un an



Source : Agreste

Pomme : à trois mois de campagne, l'augmentation des prix tire le chiffre d'affaires à la hausse



Source : Agreste

des cours qui se sont maintenus à un niveau plus élevé qu'en 2014 (+ 14 %), notamment en fin de campagne. La production a reculé de 8 % sur un an, conséquence des violents orages de juin et de conditions climatiques peu propices à la floraison en Languedoc-Roussillon.

En début de campagne, les récoltes de fraises ont été au niveau de 2014, en hausse toutefois sur la moyenne 2010-2014. Les quantités se sont écoulées à des cours en progression sur un an, au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. Cette conjoncture favorable à la fois aux récoltes et aux marchés s'est maintenue quasiment tout au long de la campagne. En 2015, le chiffre d'affaires a augmenté de 9 % sur un an, principalement sous l'effet de la hausse des prix, la progression des récoltes ayant été plus modérée sur un an (+ 1 %). Les récoltes se sont toutefois accrues de 12 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

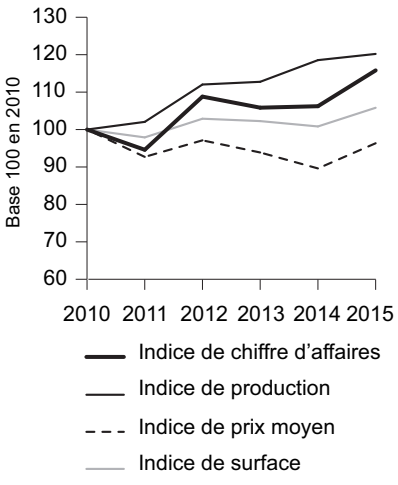
Début de campagne favorable à la pomme et à la poire

De juillet à septembre 2015, les prix à la production de la pomme et de la poire, ont augmenté fortement par rapport à ceux de 2014 à la même période (respectivement + 25 % et + 22 %). Combinés à une hausse de la production, ils ont favorisé le net redressement sur un an du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de la campagne tant pour la pomme (+ 34 %) que pour la poire (+ 28 %). Les productions estimées pour ces deux fruits progresseraient respectivement de 7 et 4 % par rapport à 2014 pour retrouver un niveau proche de la moyenne, avec des superficies stables ou en léger recul. Pour la pomme, la récolte de Gala, variété phare à l'exportation, serait en nette hausse sur un an (+ 14 %), grâce au rebond de production dans les régions de l'Ouest, après la faible récolte de 2014. La production de poires d'été augmenterait sur un an (+ 9 %) après une récolte 2014 particulièrement limitée alors que celle de poires d'automne reculerait de 5 %.

Au niveau européen, la production de pommes diminuerait de 5 %, en lien avec le recul important sur un an des récoltes dans le Nord de l'Europe : Allemagne (– 21 %), Belgique (– 19 %), Pays-Bas (– 7 %) et Grande-Bretagne (– 6 %). La production européenne de poires serait, elle aussi, en baisse, comparée à la récolte 2014 (– 3 %), notamment pour la plupart des poires d'automne.

En termes de commercialisation, les cours de la poire ont néanmoins été

Fraise : en 2015, la production et les prix ont contribué à la hausse du chiffre d'affaires



Source : Agreste

hétérogènes. En août, ils ont souffert de la concurrence des fruits d'été, d'un climat particulièrement chaud peu favorable à leur consommation et de petits calibres pour la variété Guyot, plus difficilement commercialisables. En septembre, ils se sont nettement redressés avec l'arrivée sur les étals des poires d'automne et la baisse des températures en dessous des normales saisonnières, propices à la consommation de cette variété. De plus, la baisse relative de la production en poires d'automne a permis de maintenir un équilibre entre l'offre et la demande. Sur les trois premiers mois de campagne (juillet à septembre), les volumes exportés de poires se sont améliorés sur un an (+ 26 %) mais demeurent nettement en deçà de la moyenne des cinq dernières campagnes (– 22 %).

La commercialisation de la pomme a été active en septembre, grâce aux exportations (+ 1 % sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale), notamment vers l'Union européenne (+ 7 % sur un an), à l'inverse du marché intérieur. Sur les deux premiers mois de campagne, les exportations en valeur ont progressé de 14 % aussi bien par rapport à 2014 que par rapport à la moyenne 2010-2014, grâce à des cours en nette hausse sur un an, notamment vers l'Europe (+ 25 %). En octobre, les cours sont particulièrement élevés comparés à ceux de 2014 (+ 27 %), même s'ils sont orientés à la baisse en fin de mois et se maintiennent au-dessus de la moyenne 2010-2014 (+ 8 %). S'agissant des industriels, la demande très active à la fois en compote et jus a soutenu les cours des pommes destinées à la transformation (+ 75 % en octobre, comparé à 2014).

En 2015, les cours des légumes sont restés soutenus, en hausse sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014

En 2015, le chiffre d'affaires de la tomate a augmenté de 10 % sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014, sous l'impulsion principalement de la hausse des cours et, plus modestement, de la progression des

récoltes. Dès les premiers jours de 2015, la production de tomate a bénéficié de conditions favorables avec une luminosité importante et une baisse des coûts de l'énergie. Les serres chauffées, seul mode de production en mesure de livrer les marchés à cette période, ont fortement contribué à la progression rapide des récoltes. Sur le premier trimestre 2015, les quantités ont augmenté de 13 % sur un an, au niveau national, sous l'impulsion de la hausse de l'offre en Bretagne (+ 57 %) et dans les Pays de la Loire (+ 16 %). Au cours de cette période, le déficit des échanges extérieurs s'est replié aussi bien par rapport à 2014 que par rapport à la moyenne 2010-2014. Les cours ont débuté cette campagne en léger retrait sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes mais ils se sont redressés en avril et mai. Le chiffre d'affaires cumulé en mai a ainsi crû de 11 % sur un an et de 4 % par rapport à la moyenne 2010-2014. En juin et juillet, les cours ont continué de progresser par rapport à 2014, tout en restant au niveau de la moyenne des prix de 2010 à 2014. À partir du mois d'août, les cours ont été sensiblement supérieurs à la moyenne 2010-2014 sur les mêmes mois. Les livraisons ont de nouveau augmenté par rapport à 2014 et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes alors que le déficit des échanges extérieurs s'est réduit.

Le chiffre d'affaires du concombre a nettement progressé en 2015 grâce à des cours soutenus

En 2015, le chiffre d'affaires du concombre a progressé de 19 % sur un an et de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, bénéficiant de la hausse des cours et dans une moindre mesure de la progression des récoltes. La campagne a débuté par une réduction des quantités aussi bien sur un an que par rapport à la moyenne 2010-2014 et des cours en nette progression. Ce recul de l'offre a été temporaire et, dès le mois de juillet, ce sont alors des volumes en hausse sur un an, stables par rapport à la moyenne 2010-2014 qui ont été livrés sur les étals, permettant de limiter le déficit de début de campagne. Le déficit des échanges extérieurs est ainsi resté stable par rapport à 2014.

Malgré une demande soutenue, la campagne 2014/2015 pour la laitue (mai 2014 - avril 2015) s'est soldée par une réduction du chiffre d'affaires par rapport à 2013-2014, en raison de la baisse des récoltes sur un an. Les niveaux de prix sont demeurés en hausse chaque mois par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La campagne 2015/2016 a débuté par une progression modérée des récoltes par rapport à la campagne précédente et une baisse par rapport à la moyenne 2010-2014. Le déficit du commerce extérieur, accentué en mai lors du début de campagne, a continué de se creuser en été et lors de la rentrée de septembre. Il a représenté en moyenne sur cette période 20 % des quantités disponibles. Les importations, en provenance de nos voisins de l'UE, ont entraîné une hausse modérée de l'offre. Les cours ont cependant résisté permettant au chiffre d'affaires cumulé entre mai et octobre de progresser de 13 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

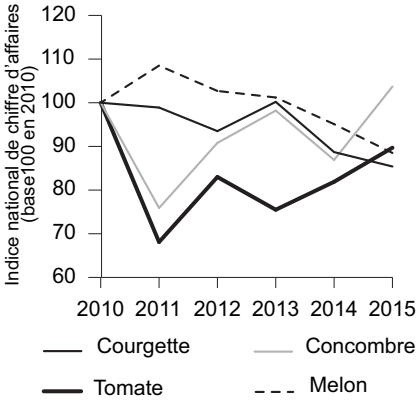
L'excédent des échanges de carottes en hausse jusqu'en septembre

Lors de la campagne 2014/2015 de la carotte qui a pris fin en avril 2015, le chiffre d'affaires a pâti d'une offre en hausse par rapport à la campagne précédente mais insuffisante pour contrebalancer la baisse des cours. Le chiffre d'affaires a ainsi reculé sur un an et, dans une moindre mesure, par rapport à la moyenne 2009-2013. Pour la campagne 2015/2016, le marché de la carotte pour le frais s'est montré très actif en début de campagne. Les cours ont progressé par rapport à ceux de la campagne précédente, en hausse plus modérée par rapport à la moyenne 2010-2014. L'excédent du commerce extérieur, traditionnellement brièvement excédentaire en début de campagne s'est prolongé, cette année, jusqu'en septembre 2015 et les volumes exportés sur cette période ont progressé par rapport à ceux de 2014 et par rapport à la moyenne 2010-2014. L'offre est en baisse sur un an et le dynamisme sur les marchés permet aux prix de progresser par rapport à 2014. Le chiffre d'affaires cumulé entre mai et octobre est en hausse de 16 % par rapport à la campagne précédente et de 9 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

À mi-campagne, les cours du poireau contribuent fortement à la hausse du chiffre d'affaires

Durant la campagne 2014/2015, les cours du poireau ont progressé modestement sur un an mais se sont repliés par rapport à la moyenne 2009-2013. Combinés à des quantités quasiment stables par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, le chiffre d'affaires a augmenté sur un an, tout en reculant nettement par rapport à la moyenne 2009-2013. Pour la campagne 2015/2016, la commercialisation des premiers poireaux s'est heurtée, en début d'été 2015, à une baisse des récoltes par rapport à 2014 et a coïncidé avec une période au cours de laquelle les exportations ont été supérieures aux importations. Cette réduction de l'offre a favorisé une progression des prix au-dessus de ceux de 2014 et de la moyenne 2010-2014.

En 2015, les cultures de légumes sous serre ont bénéficié d'une demande active



Source : Agreste

Cette hausse des cours s'est prolongée au début de l'automne, malgré une progression de l'offre sous l'effet d'un accroissement sur un an des importations nettes et des récoltes. Le chiffre d'affaires cumulé entre mai et octobre a ainsi progressé de 23 % par rapport à 2014 et de 11 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

La commercialisation du chou-fleur entre juin 2014 et mai 2015 a porté sur des volumes en baisse sur un an et par rapport à la moyenne 2009-2013. La hausse des prix a permis d'atténuer, voire de compenser ce mouvement de repli. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé sur un an mais s'est réduit par rapport à la moyenne 2009-2013. La campagne 2015/2016 du chou-fleur a débuté en juin, avec des volumes très réduits et des échanges extérieurs ponctuellement déficitaires. Elle s'est poursuivie en automne par une progression saisonnière des récoltes et des exportations en forte hausse, face à des importations qui stagnaient. En cumul jusqu'en octobre, les quantités proposées sur le marché national ont accusé un repli par rapport à 2014 et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes mais le rebond des cours a permis une progression du chiffre d'affaires cumulé (+ 17 %) sur un an et une hausse par rapport à la moyenne 2010-2014 (+ 9 %).

La production d'endive lors de la campagne 2014/2015 a enregistré une baisse accentuée, que ce soit par rapport à la campagne 2013/2014 ou par rapport à la moyenne 2009-2013. Ce recul de l'offre a favorisé une progression marquée des cours. Les prix ont ainsi tiré le chiffre d'affaires à la hausse sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La campagne 2015/2016 pour l'endive a débuté en septembre par des cours en forte progression sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014. Les livraisons sur les marchés ont été en retrait par rapport à celles de 2014, sous l'effet conjugué de la baisse des récoltes et de la demande extérieure au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes. Ce légume a toutefois permis chaque mois de dégager un excédent des échanges extérieurs. Le chiffre d'affaire cumulé entre septembre et octobre est ainsi en forte hausse sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014. La progression des forçages, suite aux récoltes de racines en 2015, devrait tirer les cours vers des niveaux plus proches de ceux des campagnes précédentes.

Les chiffres d'affaires de la courgette et du melon ont reculé

Contrairement à 2014, la campagne de la courgette n'a pas bénéficié en 2015 de conditions climatiques favorables à la consommation de ce légume. La demande est restée modérée et, malgré une offre en repli sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014, les prix sont demeurés en retrait par rapport à 2014, au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes, en période d'écoulement des quantités les plus élevées. Dès le mois de juillet, le chiffre d'affaires a accusé une baisse par rapport à 2014. L'écart des cours sur un an a ponctuellement disparu en septembre pour se creuser à nouveau en octobre. Alors que le déficit des échanges extérieurs s'est légèrement comblé en début de campagne puis établi au niveau de 2014 et de la moyenne des cinq dernières campagnes, la demande nationale a toujours été modérée face à une offre réduite. Malgré une hausse des prix modeste le chiffre d'affaires a été pénalisé par la réduction des récoltes et affiche un bilan en retrait de 4 % sur un an et de 11 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

La campagne du melon a été marquée par la conjonction de récoltes précoces, rapidement abondantes et d'importations élevées, proches des niveaux de 2014, en hausse par rapport à la moyenne 2010-2014. La demande a alors été trop limitée pour soutenir les cours, en recul prononcé dès les premiers mois, sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La fin précoce des récoltes en septembre et la baisse de l'offre ont provoqué un rebond des cours mais pour des volumes modestes. La progression des récoltes sur un an n'a pu compenser le repli des prix et le chiffre d'affaires affiche une baisse de 7 % par rapport à la campagne précédente et de 13 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

VINS

Avec une récolte 2014 renouant avec des niveaux habituels mais des stocks limités, les prix des vins au cours de la campagne 2014/2015 ont été légèrement inférieurs en moyenne à ceux de la campagne précédente pour les vins AOP mais nettement supérieurs pour les autres vins. Les exportations ont continué de reculer en volume, même si leur baisse a ralenti sous l'effet de la reprise des ventes aux pays tiers. En valeur, elles sont reparties à la hausse grâce à une meilleure valorisation des vins. En 2015, la récolte française de vins serait en hausse sur un an et par rapport à la moyenne de cinq dernières années. Les stocks demeureraient toutefois encore limités et les prix pourraient se maintenir à un niveau élevé lors de la campagne 2015/2016.

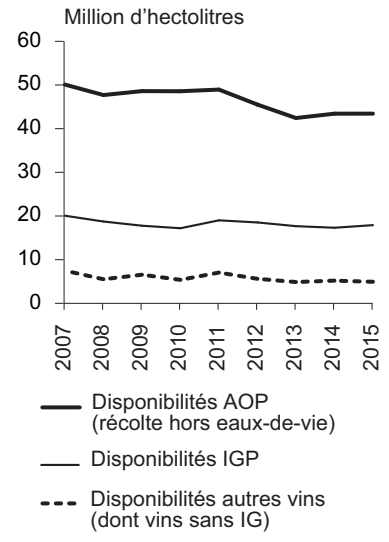
Une récolte 2014 qui a renoué avec la croissance

Après deux récoltes 2012 et 2013 particulièrement faibles à la suite d'une succession d'aléas climatiques défavorables, les vendanges de 2014 ont renoué avec un niveau proche de la normale. Grâce aux températures douces de l'hiver et du printemps, la récolte totale viticole en 2014 a ainsi atteint 47,1 millions d'hectolitres (Mhl), dépassant de 10 % sa valeur de 2013 et de 3 % la moyenne 2009-2013.

Sur un an, la production a crû de 17 % pour les vins d'Appellation d'Origine Protégée (AOP) et de 5 % pour l'ensemble des vins à Indication Géographique Protégée (vins IGP) et les autres vins. Les stocks à la production au début de la campagne 2014/2015, étaient inférieurs à ceux de la campagne précédente (– 10 %) pour toutes les catégories de vins, notamment les vins sans IG (– 21 %).

En conséquence, les disponibilités (ensemble formé par la récolte et les stocks à la propriété en début de campagne) ont été à peine supérieures à celles de la campagne précédente (+ 1,5 %). Elles ont progressé de 2,3 % pour les vins d'appellation grâce à des récoltes en fort rebond mais stagné pour les vins avec et sans IG, la baisse des disponibilités en vins IGP (– 2 %) n'ayant été que partiellement compensée par la hausse du disponible en autres vins (+ 6,6 %).

Des disponibilités limitées en 2015



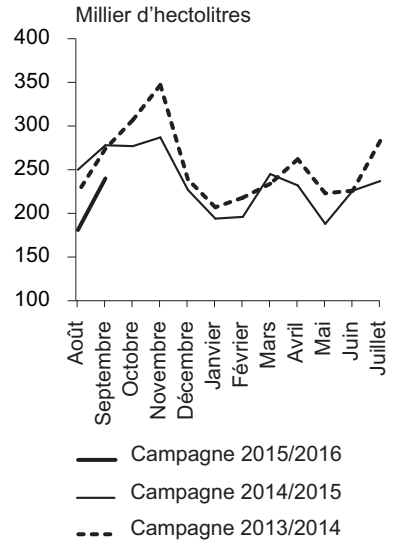
Disponibilités = récolte + stock à la propriété
**2015 : données provisoires – estimation au 01/11/2015 pour la récolte, calcul provisoire au 23/11/15 pour les stocks.*

Sources : DGDDI (stocks), Agreste (récolte)

Campagne 2014/2015 : les exportations reculent de nouveau en volume mais progressent en valeur

Pour la deuxième année d'affilée, les exportations de vins français lors de la campagne 2014/2015 (août 2014/juillet 2015) se sont repliées en volume sur un an (– 1,5 %) mais moins que lors de la campagne précédente (– 3,2 %) et sont même reparties à la hausse en valeur (+ 5 % contre – 3 %), en lien avec une meilleure valorisation des vins, notamment des AOP. Le montant des exportations a ainsi dépassé le seuil des 8 milliards d'euros tandis que les volumes exportés enregistraient leur plus bas niveau des quatre dernières campagnes (14,3 millions d'hl).

Recul sur un an des volumes de vins d'appellation exportés vers l'UE lors de la campagne 2014/2015



Source : DGDDI (Douanes)

Sur un an, les exportations de vins ont reculé en volume pour les AOP (– 1,8 % et – 2,7 % pour les AOP hors champagne) comme pour les vins IGP et sans IG (– 1,7 %). Seules les exportations de vins effervescents (y compris champagne) ont progressé mais elles ne représentent que 12 % de l'ensemble des volumes exportés.

Recul des exportations vers l'UE mais progression vers les pays tiers

À destination de l'Union européenne, les exportations se sont rétractées en volume (– 6,4 %), sous l'effet du fléchissement des ventes à destination de nos principaux clients européens : Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas, faisant reculer la part de cette zone de 63 à 60 %.

Vers les pays tiers, elles sont reparties à la hausse (+ 6,8 % entre les deux campagnes), grâce aux ventes à la Chine et aux États-Unis. En 2013, la Chine avait freiné ses importations, à la suite de mesures anti-ostentatoires. Les États-Unis, grâce à la progression des volumes mais également une meilleure valorisation, notamment du rosé de Provence, sont devenus, en 2015, la première destination en valeur des vins français devant le Royaume-Uni.

Les importations ont atteint leur plus haut niveau en volume depuis 15 ans, un record qui se combine toutefois à un recul en valeur. Les volumes importés ont surtout progressé en provenance d'Espagne qui fournit la majorité des vins en vrac.

Sur la campagne 2014/2015, des prix en baisse pour les AOP et en hausse pour les autres vins

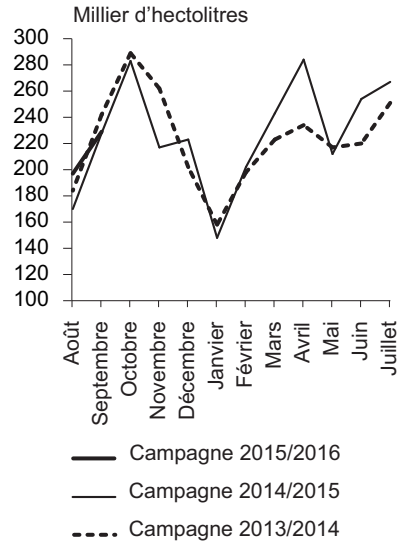
Pour la campagne 2014/2015, avec des disponibilités en hausse et un commerce extérieur moins dynamique, les prix des vins d'appellation (mesurés par l'indice de prix à la production des vins d'appellation, Ippap) se sont nettement repliés en début de campagne avant de se stabiliser, alors qu'ils s'étaient fortement accrus tout au long de la campagne 2013/2014. Au total, sur l'ensemble de la campagne 2014/2015, ils sont en repli de 0,6 % par rapport à la campagne. Avec des disponibilités limitées, les prix des vins hors appellation se sont en revanche établis à un niveau nettement supérieur à l'année précédente tout au long de la campagne (+ 13 % par rapport à la campagne 2013/2014).

Sur les sept premiers mois de l'année 2015, la hausse des exportations en volume de vins AOP vers la Chine et les États-Unis a amorti la baisse vers l'UE

Sur les sept premiers mois de 2015, les volumes exportés de vins français ont connu une baisse supérieure sur un an (– 2,1 %) à celle observée pour l'ensemble de la campagne 2014/2015. Le recul des volumes exportés de vins AOP hors champagne s'est en revanche atténué sur un an (– 0,7 %), comparé à l'ensemble de la campagne 2014/2015 (– 2,7 %). Cette moindre dégradation provient de ventes dynamiques à destination des pays tiers, qui, à partir de février, et à l'exception du mois de mai, ont progressé sur un an, après avoir connu un repli d'août 2014 à janvier 2015, compensant ainsi, en partie, le recul des échanges avec l'UE. La reprise des exportations vers la Chine et les États-Unis a fortement contribué à cette hausse. Sur les sept premiers mois de 2015, les exportations de champagne ont progressé à un rythme supérieur, sur un an, à celui observé sur l'ensemble de la campagne (resp. + 3,1 % et + 2,6 %).

Pour les vins sans appellation, la baisse des exportations s'est accrue sur les sept premiers mois par rapport à l'ensemble de la campagne, – 4,4 % contre – 1,7 %. Cela provient d'un recul sur un an des exportations à destination de l'UE (– 11,3 %), surtout vers l'Allemagne, le Royaume-Uni et, à un moindre degré, les Pays-Bas, commencé dès la fin 2014 et qui s'est accentué à partir d'avril 2015, malgré un rebond en mars. Les exportations vers les pays tiers ont été systématiquement supérieures à celles de 2014 pour chacun des mois de janvier à juillet, prolongeant la tendance enregistrée en début de campagne. En cumul

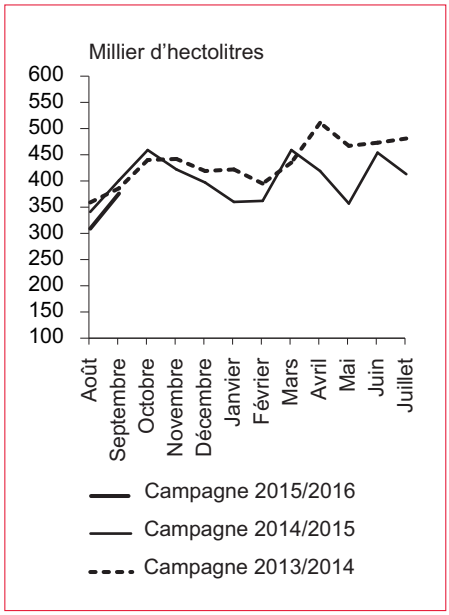
Les exportations en volume de vins AOP* vers les pays tiers ont progressé sur un an à partir de février 2015



**hors champagne.*

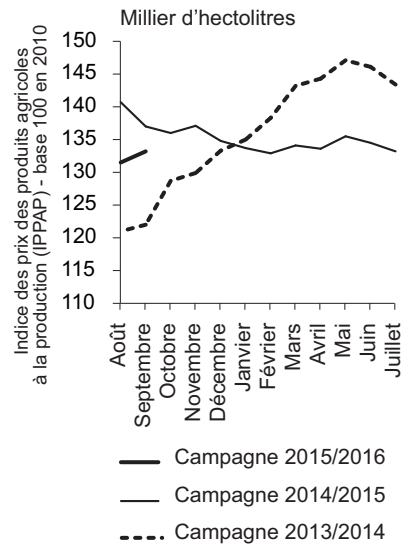
Source : DGDDI (douanes)

Depuis la fin 2014, les exportations de vins IGP et sans IG vers l'UE sont en baisse sur un an



Source : DGDDI (douanes)

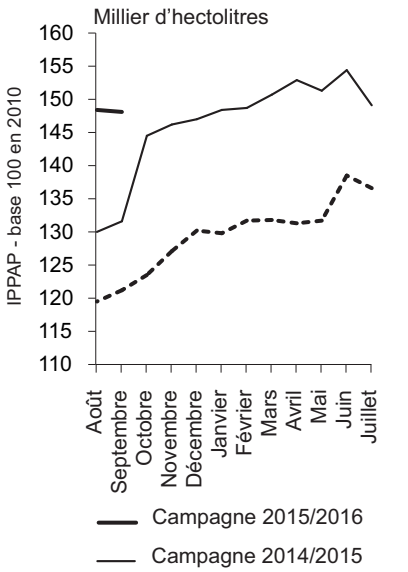
Les prix des vins d'appellation* sont en recul sur un an à partir de janvier 2015



**hors champagne.*

Source : Insee

Les prix des vins avec et sans IG ont nettement progressé sur un an pour la campagne 2014/2015



Source : Insee

de janvier à août, la hausse a été de 15 % sur un an mais n'a pu compenser la diminution des exportations vers l'UE.

Le recul global des exportations en volumes est toutefois contrebalancé par une hausse des exportations en valeur (+ 7 %), grâce à des prix à l'exportation en progression.

À partir de janvier 2015, les prix à la production des vins AOP sont en recul sur un an

Après s'être fortement accrus tout au long de la campagne 2013/2014, les prix à la production des vins AOP ont commencé à se replier à partir de juin 2014, avant de se stabiliser à un niveau inférieur à celui de 2014 au cours des sept premiers mois de 2015 (– 6 %). Dans un contexte de disponibilités limitées, la commercialisation des autres vins a été plutôt soutenue et les prix des vins IGP et sans IG se sont établis au cours des sept premiers mois de 2015 à un niveau nettement supérieur à celui de 2014 (+ 13 %).

Une récolte 2015 en légère hausse mais des disponibilités stables et limitées, surtout pour les AOP

Selon les estimations du SSP au 1er novembre 2015, la récolte 2015 s'établirait à 47,9 millions d'hectolitres, soit une progression de 2 % sur un an et de 5 % en moyenne sur cinq ans. La production serait en hausse pour les vins IGP mais diminuerait pour les vins sans IG et serait quasiment stable pour les vins AOP. La hausse globale de la récolte serait essentiellement liée aux bons niveaux de productions dans les bassins viticoles de l'Ouest, favorisés par les précipitations abondantes de fin d'été et moins affectés que les bassins viticoles de l'Est par l'épisode caniculaire estival. Grâce également à des réserves en eau des sols fin juin assez élevées, les vignobles ont globalement bien traversé cette période délicate et la qualité est au rendez-vous. L'épisode de sécheresse a toutefois fait reculer la France au deuxième rang des pays producteurs, derrière l'Italie.

Les stocks de début de campagne sont légèrement supérieurs à ceux de 2014 pour les AOP et les vins sans IG (respectivement + 1,5 %, + 2,8 %) et en baisse pour les vins IGP (– 1 %). En conséquence, les disponibilités seraient quasiment stables pour les AOP, en hausse pour les vins IGP (resp. + 3,4 %) et en recul pour les vins sans IG (– 5 %).

Sur les deux premiers mois de la nouvelle campagne 2015/2016, les prix sont toujours en baisse pour les AOP mais le recul est moins prononcé en septembre (– 2,8 % contre – 6,5 % en août) et en hausse pour les autres vins. Sur les deux premiers mois de la nouvelle campagne, les exportations en volume sont en baisse pour les vins AOP comme les vins avec et sans IG, en lien avec l'accentuation du recul des exportations vers l'UE (– 10,6 % sur un an) mais également, en septembre, avec des ventes moins dynamiques vers les pays tiers. En conséquence, sur les neuf premiers mois de 2015, les exportations accentuent leur recul en volume (– 2,7 %) mais continuent leur progression en valeur (+ 7,5 %). Pour l'ensemble de la campagne 2015/2016, des disponibilités toujours limitées pourraient maintenir les prix des vins à un niveau élevé.

PRODUCTIONS ANIMALES

2015 une année difficile pour l'élevage français, marquée par le retour de crises de marché (lait, porc, bovins), liées à des excédents communautaires et mondiaux.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, les productions animales se sont redressées en volume par rapport à 2014. Pour les bovins, cette progression marque un rétablissement très relatif, puisque faisant suite à trois années de repli de la production. La hausse de la production totale bovine a reposé sur une hausse des abattages de vaches laitières de réforme et des exportations de broutards, tandis que la production porcine restait très proche du niveau de 2014, confirmant la stagnation de la production depuis le début des années 2000. La production ovine a connu un léger mieux pour la 2e année consécutive, tout en restant loin des niveaux antérieurs à 2011. Les productions de volaille se sont redressées après les baisses observées en 2013 et 2014, grâce à une consommation bien orientée et une légère reprise des exportations.

À l'inverse, la consommation des autres productions animales (viande bovine et porcine) n'a pas bénéficié d'une demande intérieure soutenue. Pour la filière bovine, le recul de la demande intérieure a toutefois été compensé par une progression des exportations, réduisant ainsi le déficit des échanges extérieurs. Il n'en va pas de même pour la filière porcine, dont les exportations ont fléchi aussi bien sur le marché communautaire que vers les pays tiers. Dans un contexte d'excédent européen en viande porcine, les exportations françaises ont pâti de l'embargo russe et d'une concurrence renforcée des pays du nord de l'UE et de l'Espagne. En 2015, la production d'œufs s'est légèrement accrue, soutenue par d'importantes exportations vers les États-Unis, touchés par un épisode de grippe aviaire.

En 2015, dans un contexte de progression de l'offre de lait au niveau mondial et communautaire, à la suite de la fin des quotas le 1er avril 2015, et de réduction de la demande internationale, le volume de la production française n'a pas augmenté, dénotant une politique de maîtrise des volumes de la part des entreprises.

Pour l'ensemble des filières animales, à l'exception des œufs, les prix à la production ont été en 2015 inférieurs en moyenne aux niveaux de 2014. Dans tous les cas, ce recul des prix n'a pas été compensé par une baisse équivalente du prix des aliments achetés.

Bovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, la production totale de bovins finis ainsi que les exportations de bovins maigres ont progressé par rapport à 2014. Par contre, la détection mi-septembre de foyers de Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) a perturbé le marché. Globalement sur la période, le cours moyen des bovins « entrée abattoir » a été inférieur à 2014 alors que celui des bovins maigres s'est maintenu.

Hausse de la production totale de bovins finis

En cumul sur les neuf premiers mois de 2015, la production totale de bovins finis (définie comme la somme des abattages de bovins finis et du solde des échanges extérieurs d'animaux vivants destinés à la boucherie) a été supérieure de 2,1 % en têtes au niveau bas de la même période de 2014. La hausse des abattages a été soutenue par la progression du solde du commerce extérieur d'animaux finis, conséquence d'une hausse des exportations de bovins finis et d'un recul des importations sur la même période.

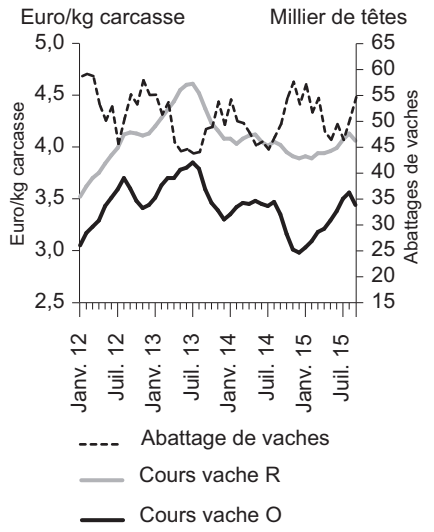
Sur les neuf premiers mois de 2015, après les baisses successives des périodes précédentes (– 1,6 % en 2014, – 4,6 % en 2013), les abattages de bovins ont dépassé de 1,7 % ceux de 2014. Cette évolution a été principalement le fait des abattages de vaches, notamment laitières, qui ont progressé de 5 %, après trois années de recul. La crise du prix du lait s'est

En 2015, hausse de la production de bovins finis

En cumul de janvier à septembre	Abattages CVJA (1)		Importations d'animaux finis (2)		Exportations d'animaux finis (3)		Production indigène contrôlée (CVJA) d'animaux finis = (1) + (3) – (2)	
	2015 (en têtes)	Évol. 2015/2014 (%)	2015 (en têtes)	Évol. 2015/2014 (%)	2015 (en têtes)	Évol. 2015/2014 (%)	2015 (en têtes)	Évol. 2015/2014 (%)
Gros bovins mâles	928 070	0,7	2 505	n.s	35 506	20,3	961 071	1,2
Génisses	325 130	0,2	18	n.s	3 404	25,1	328 516	0,4
Vaches	1 286 359	5,4	3 299	n.s	3 402	148,0	1 286 462	5,8
GROS BOVINS	**2 539 559**	**3,0**	**5 822**	**– 13,7**	**42 312**	**25,9**	**2 576 049**	**3,3**
Veaux de boucherie	957 906	– 1,4	13 738	– 10,0	11 220	28,5	955 388	– 1,0
TOTAL BOVINS	**3 497 465**	**1,7**	**19 560**	**– 11,1**	**53 532**	**26,5**	**3 531 437**	**2,1**

Source : Agreste - Douanes

Vaches : hausse des abattages et baisse des cours



Sources : Agreste - FranceAgriMer

en effet traduite par un afflux d'animaux dans les abattoirs d'autant que les éleveurs avaient augmenté les effectifs de vaches laitières dans les exploitations, anticipant la fin programmée des quotas laitiers au 1er avril 2015. Les abattages de vaches allaitantes ont quant à eux légèrement augmenté sur la période. En effet, dans l'attente d'informations sur le nombre de vaches primées au titre de l'Aide aux Bovins Allaitants (ABA), les éleveurs ont maintenu les animaux dans les exploitations. Par ailleurs, la baisse des disponibilités dans les élevages s'est traduite par un léger recul des abattages de jeunes bovins mâles de plus d'un an mais à des niveaux moindres que lors des périodes précédentes. Enfin, les abattages de veaux de boucherie ont continué à reculer mais selon un rythme moins soutenu.

S'agissant des échanges extérieurs de bovins finis vivants, les exportations de bovins mâles (66 % des animaux exportés) sont reparties à la hausse, après les niveaux bas des années précédentes. Une hausse de la demande extérieure de veaux de boucherie (+ 29 % d'exportations sur la période) a également contribué à l'augmentation des exportations totales de bovins finis.

En 2015, malgré la hausse des abattages, les cours des vaches ont progressé jusqu'à la fin août, dépassant à partir de juin leur niveau de 2014. À compter de la dernière semaine d'août, les cours des vaches se sont repliés, conséquence de l'afflux de vaches laitières dans les abattoirs. Ainsi, sur les neuf premiers mois de l'année, le cours moyen de la vache « O » a reculé de 3 % par rapport à 2014, tout en restant supérieur au cours moyen de la période 2010-2014 (+ 3 %). Les cours des jeunes bovins mâles ont suivi la même tendance, tirés par ceux des vaches laitières : – 1,3 % par rapport à 2014 et + 4,6 % par rapport au cours moyen de 2010-2014. Le cours des veaux de boucherie est resté quant à lui constamment en retrait sur la période (– 7 % en moyenne par rapport à 2014 et – 4,1 % par rapport au cours moyen de 2010-2014).

La fin de l'année et le début de 2016 pourraient être marqués par une décapitalisation du cheptel de vaches allaitantes avec, pour conséquence, une baisse des cours des bovins.

Augmentation des exportations de bovins maigres... ralentie en septembre par la détection de foyers de FCO

Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations de bovins maigres (ou broutards) ont progressé de 13 % par rapport à 2014 et de 5 % par rapport à la période 2010-2014. Cette hausse est due en grande partie à l'émergence de la demande turque, à compter de novembre 2014. Ainsi, avec 9 % des animaux vendus, ce pays se positionne comme le 3e client de la France pour les broutards, après l'Italie (72 % des volumes) et l'Espagne (13 % des ventes).

Avec la détection de foyers de FCO mi-septembre dans le centre de la France, le commerce de bovins maigres a été perturbé. Si les exportations totales de broutards ont progressé de 18 000 têtes en septembre 2015 par rapport à septembre 2014, la répartition entre les différentes catégories d'animaux exportés a été impactée par les conséquences de la FCO. Ainsi, les exportations de bovins mâles et femelles de plus de 300 kg vifs se sont repliées de 7 000 têtes. L'Italie, avec 66 % des broutards exportés en septembre, est la destination la plus concernée par ces baisses. Les exportations de bovins maigres légers (de 160 à 300 kg vifs) ont, pour leur part, progressé fortement sur le mois (+ 25 000 têtes, soit + 134 %) expliquant à elles seules la hausse des exportations totales. Avec plus de 15 000 animaux, la Turquie a été le principal débouché des broutards français. Si le marché turc est actuelle-

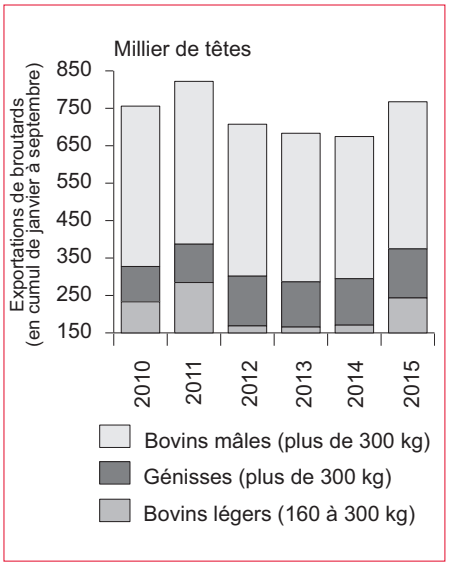
ment bloqué dans l'attente d'un accord sanitaire sur les conditions d'entrée des bovins français, la mise en place d'un programme de vaccinations contre la FCO et les accords passés avec l'Italie et l'Espagne devraient permettre de reprendre le commerce de bovins maigres avec ces pays.

Au final, sur les neuf premiers mois de l'année, les exportations totales de broutards ont augmenté de 14 % par rapport à 2014.

La hausse de la demande de broutards a permis de soutenir les cours qui sont restés toute l'année supérieurs aux cours de 2014 et à la moyenne 2010-2014. En septembre, à partir de la détection des foyers de FCO, le marché a été perturbé, les animaux présents dans les zones touchées ne pouvant être exportés. Face à la baisse de l'offre, les animaux disponibles dans les zones non touchées ont alors été exportés à des cours supérieurs à 2014.

À la suite de la campagne de vaccination contre la FCO et des restrictions de mouvements des animaux, il pourrait y avoir, sur les derniers mois de l'année 2015, un afflux important d'animaux sur le marché, entraînant ainsi une baisse des cours.

Broutards : hausse des exportations en 2015



Sources : Agreste - DGDDI (Douanes)

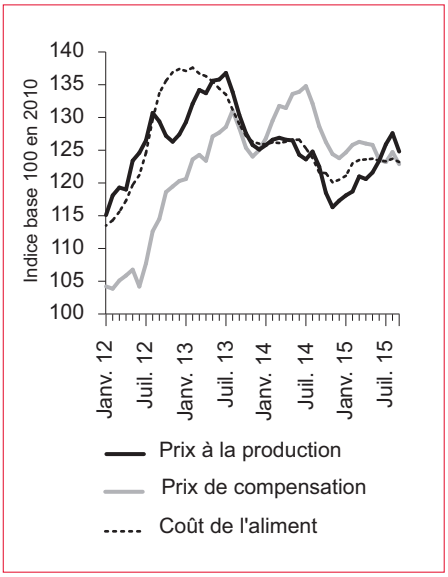
Réduction du déficit du commerce extérieur de viande bovine

Sur les neuf premiers mois de l'année, le déficit du commerce extérieur de viande bovine s'est réduit du fait d'une augmentation des exportations totales (+ 2 %) et du recul des importations (– 5,6 %). La hausse des exportations est liée à la forte progression des ventes des « préparations et conserves de viandes » (+ 34 %) alors que les ventes de « viandes fraîches ou réfrigérées » sont restées quasiment stables. S'agissant des importations, le recul s'explique par la baisse de près de 9 % des achats de viandes fraîches, atténuée, en partie, par une hausse des achats de viandes congelées (+ 4 %).

Sur les neuf premiers mois de l'année, la consommation apparente totale de viande bovine calculée par bilan a été supérieure de 1,4 % à celle de 2014, mais en retrait de 1,5 % sur la période 2010-2014.

La baisse des prix à la production en 2015 a été plus importante que celle des aliments achetés

Bovins de boucherie : baisse du prix à la production plus importante que celle du prix de l'aliment en 2015



Sources : Agreste - Insee

Sur les six premiers mois de l'année, les prix à la production de la viande bovine ont été inférieurs au prix de répercussion du coût de l'alimentation animale. Ce prix est calculé comme celui qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs. Entre janvier et juin, l'écart n'a cessé de se resserrer, suite à la baisse moins prononcée du prix à la production des gros bovins de boucherie. À partir de la seconde moitié de l'année, les prix à la production repartent à la hausse et sont alors supérieurs au prix de répercussion du coût de l'alimentation animale, qui se stabilise.

Ovins

Sur les neuf premiers mois de 2015, la production ovine a progressé, conséquence d'une hausse des abattages et d'une forte progression des exportations d'agneaux vivants, contribuant au retour à l'excédent des échanges d'ovins vivants. Globalement sur la période, le cours moyen de l'agneau a été légèrement supérieur au cours de 2014. La part de la production nationale dans la consommation intérieure s'est accrue.

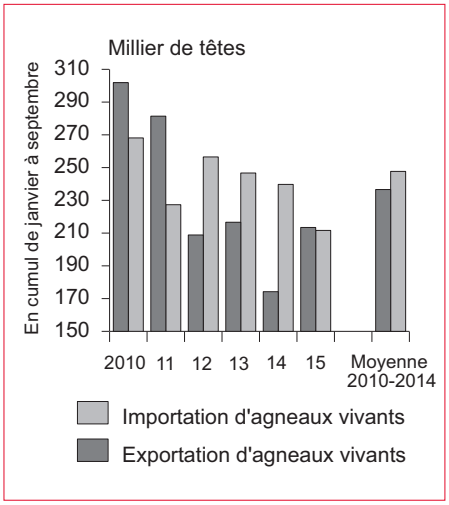
En 2015, hausse de la production ovine et retour à l'excédent pour les échanges extérieurs d'animaux vivants

En baisse continue depuis 2011, la production ovine totale (définie comme la somme des abattages d'agneaux et d'ovins de réforme et du solde du commerce extérieur d'ovins vivants) a légèrement progressé en têtes (+ 1,9 %) et de façon plus importante en poids (+ 2,2 %), sur les neuf premiers mois de l'année 2015. Ces évolutions traduisent un alourdissement général des carcasses ovines. L'impact de l'augmentation des abattages d'agneaux (+ 0,4 %) et d'ovins de réforme (+ 1,4 %) sur la période a été

amplifié par l'inversion du solde des échanges d'ovins vivants par rapport à 2014. En effet, après trois années de déficit, le solde du commerce extérieur est redevenu positif en 2015.

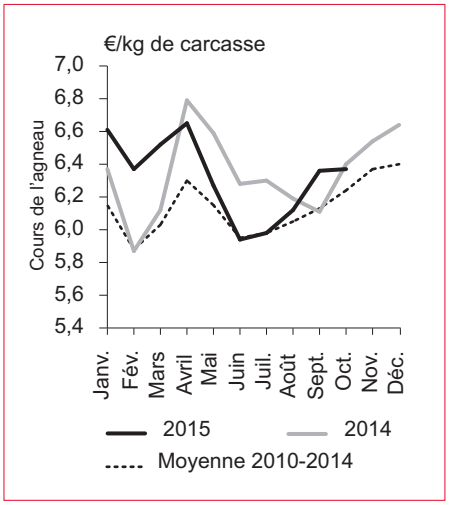
Après la baisse importante des exportations à compter de 2011, les ventes d'agneaux (85 % des ventes d'ovins vivants) ont progressé de 22 % sur la période par rapport à 2014, essentiellement vers l'Espagne et l'Italie. Malgré cette reprise, le volume des exportations en vif est demeuré inférieur à la moyenne des cinq dernières années. Dans le même temps, les importations totales d'agneaux ont reculé de 12 %. L'Espagne, principal fournisseur de la France avec 69 % des achats, a ainsi

Plus d'exportations d'agneaux que d'importations sur les neuf premiers mois de 2015



Source : DGDDI (Douanes)

De mai à septembre 2015, le cours de l'agneau à été nettement inférieur à 2014



Source : FranceAgriMer

diminué ses envois de 5 % par rapport à 2014. Dans la mesure où le cheptel ovin reproducteur était en repli de 1 % fin 2014, par rapport à 2013, l'augmentation du nombre d'agneaux français disponibles sur le marché français pourrait être le signe d'une amélioration de la productivité des brebis dans les élevages.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le cours moyen de l'agneau a été très légèrement supérieur au cours moyen de 2014, avec néanmoins deux périodes distinctes. Au cours du premier trimestre 2015, il est resté nettement supérieur à celui de 2014, favorisé par des importations de viande en repli, atteignant un pic élevé à l'approche de la fête de Pâques positionnée début avril, en 2015. À partir du mois de mai, le cours a chuté fortement, passant en dessous du niveau de 2014 pour se rapprocher du cours moyen de la période 2010-2014. À compter du mois d'août, il est reparti à la hausse dépassant le niveau de 2014, dopé par la hausse de la demande au moment de la fête de l'Aïd, placée en septembre cette année.

Baisse de la demande intérieure qui se traduit par un nouveau recul des importations de viande ovine

Après une légère progression en 2014, les importations de viande ovine ont repris l'évolution à la baisse entamée en 2009. De janvier à septembre 2015, les importations ont été inférieures de 5 % au niveau de 2014 et de 10 % à la moyenne de 2010-2014. Tout au long de la période, elles sont restées quasiment en dessous du niveau de 2014, avec des replis pouvant atteindre près de 13 % sur les deux premiers mois de l'année. La hausse des importations de viande ovine en provenance du Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, de Nouvelle-Zélande n'a pas permis de compenser la baisse des achats en provenance, entre autres, d'Irlande, d'Allemagne et d'Espagne.

Conséquence du recul de la demande intérieure, la consommation de viande ovine, calculée par bilan, a été inférieure de 2,2 % à celle de 2014 et de 18 % à la consommation des neuf premiers mois des années 2010-2014. Cette baisse est confirmée par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer concernant les achats de viande ovine par les ménages. Sur les huit premiers mois de l'année 2015, ces achats ont ainsi été en repli de 9 % par rapport à 2014 et de 35 % par rapport à la même période de 2005.

Porcins

En 2015, le marché porcin français reste fragile. Les exportations supplémentaires vers l'Asie n'ont pas compensé la fermeture du marché russe. Les prix à la production restent bas.

Sur les neuf premiers mois de 2015, la production porcine en tec a faiblement progressé en France sur un an (+ 1,4 %) tandis qu'elle augmentait de manière importante et généralisée dans l'UE (+ 4 %). Sur l'ensemble de l'année, la production française devrait être stable, le recul du cheptel de truies étant compensé par la hausse continue de leur productivité et une hausse importante des poids de carcasse (+ 1,3 % sur un an).

Si l'UE a globalement compensé la perte du marché russe par le gain de nouveaux marchés en Asie (Chine, Corée du Sud, Hong-Kong), grâce à une meilleure compétitivité sur le marché mondial, liée à la baisse de l'euro et des prix dans l'UE, il n'en est pas de même pour la France, pour qui la perte du débouché russe n'a pu être comblée. En 2015, les exportations françaises vers les pays tiers et l'UE ont continué de régresser.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les exportations françaises de viande porcine ont baissé par rapport à la même période de 2014 (– 8 %), soit 35 000 tec de moins (– 29 000 tec vers l'UE et – 6 000 tec vers les pays tiers). Concernant les pays tiers, la baisse des exportations vers l'Asie du Sud-Est (– 4 300 tec) et l'arrêt complet à destination de la Russie (– 4 300 tec)

n'ont pas été compensés par le surplus de ventes à l'Asie du Nord (+ 5 800 tec). Au cours des neuf premiers mois de 2015, le déficit des échanges extérieurs s'est ainsi nettement dégradé en volume (– 30 000 tec contre – 6 000 tec en 2014), tout en demeurant stable en valeur (– 300 millions d'euros en 2014 et 2015 contre – 110 millions en 2010).

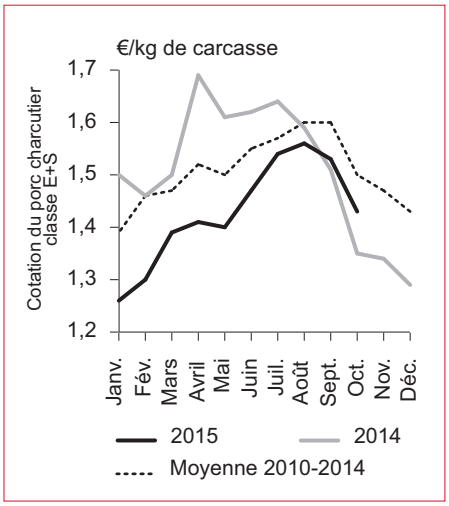
La consommation intérieure de viande porcine a reculé au cours des trois premiers trimestres (– 12 % par rapport à la même période en 2014, selon Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer), malgré une reprise des achats de charcuterie à partir du printemps.

Dans le contexte d'une offre excédentaire au niveau européen, d'une consommation atone et de difficultés à l'exportation, le cours moyen du porc charcutier classe E + S est resté nettement inférieur à celui de 2014 et à la moyenne 2010-2014 jusqu'en août 2015.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, le prix du porc à la production a été nettement inférieur au prix de répercussion du coût de l'alimentation animale, autrement dit au prix, qui compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs. Alors que le coût mensuel de l'aliment porcin a été au maximum depuis le début de l'année inférieur de 8 % à celui de 2014, le prix à la production a quant à lui reculé de plus de 10 %.

L'offre porcine devrait être abondante en fin d'année en Europe et en France. En conséquence, le prix du porc ne pourra se valoriser qu'avec des marchés de consommation dynamiques, notamment à l'exportation.

En net repli par rapport à 2014 jusqu'en août 2015, le prix moyen du porc charcutier classe E+S se redresse à l'automne



Source : FranceAgriMer

Volailles

En 2015, le marché français des volailles s'est redressé. Dans un contexte de consommation plutôt soutenue et d'une reprise des exportations, les abattages ont progressé au cours des neuf premiers mois. Les prix à la production sont en retrait en 2015. Avec la détection de foyers de grippe aviaire fin novembre dans certains départements du Sud-Ouest, le marché pourrait être de nouveau fragilisé.

Après une année 2014 difficile, le marché de la volaille de chair a enregistré un léger mieux en 2015, grâce à une consommation bien orientée (+ 1 % au 1er semestre sur un an) et une légère reprise des exportations. Néanmoins les importations en provenance de l'UE ont continué de progresser en volume et le solde des échanges extérieurs est devenu négatif.

Au cours des trois premiers trimestres de 2015, les abattages, toutes espèces de volailles confondues, ont progressé par rapport à la même période en 2014 (+ 2,5 % en têtes et + 2 % en poids). Par rapport à 2010, la hausse est de 2,6 % en têtes et de 1,4 % en poids. Dans le même temps, les abattages de poulets ont progressé sur un an tandis que ceux de dindes se repliaient. En 2014, la situation était inverse : les abattages de poulet s'étaient fortement rétractés au cours des trois premiers mois, conséquence de la suppression des restitutions européennes à l'export alors que les abattages de dinde avaient augmenté, enregistrant une embellie provisoire, après plus de 10 ans de repli.

Au premier semestre 2015, la consommation apparente de viandes de volailles, calculée par bilan provisoire, a progressé sur un an (+ 1 %). Elle a augmenté de 2,7 % pour le poulet et de 2,5 % pour le canard mais a reculé pour la dinde (– 6 %).

Sur les neuf premiers mois, les exportations de viande ont augmenté par rapport à la même période de 2014 : + 2 % pour les volailles et + 3,4 % pour celles de poulet, après avoir fortement baissé en 2014, lors de la suppression des restitutions. Toutefois, les ventes de poulet n'ont pas retrouvé le niveau de 2013.

Sur les neuf premiers mois de 2015, la situation a été contrastée suivant les destinations : les exportations de viande et préparations de poulet ont été quasiment nulles vers la Russie et

Les abattages de poulet sont en progression au cours des trois premiers trimestres de 2015

		9 mois 2010	9 mois 2014	9 mois 2015	Évol. 2015/2010 %	Évol. 2015/2014 %
Abattages CVJA (milliers de têtes)	Total Volailles de chair	699 649	700 344	717 672	2,6	2,5
	Total Poulets	557 325	567 036	585 672	5,1	3,3
	Total Dindes	41 403	33 664	33 178	– 19,9	– 1,4
Abattages CVJA (tonnes)	Total Volailles de chair	1 250 701	1 243 043	1 267 651	1,4	2,0
	Total Poulets	727 653	752 046	787 377	8,2	4,7
	Total Dindes	295 534	265 612	254 535	– 13,9	– 4,2

Source : Agreste

stables vers le Moyen-Orient par rapport aux neuf premiers mois de 2014. À l'inverse, les exportations ont augmenté vers l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'ex-Yougoslavie ainsi que vers l'Afrique subsaharienne.

Dans le même temps, les importations de volailles ont également progressé (+ 3,7 % sur un an), à l'instar de celles de poulet (+ 5 %). La hausse des achats de poulets par la France s'est faite exclusivement depuis l'Union européenne. Sur les neuf premiers mois de 2015, la quasi-totalité des principaux pays fournisseurs ont augmenté leurs ventes de viande de poulet sur un an à la France, à l'exception de la Belgique. À l'inverse, les importations de viande de dinde ont diminué de près de 7 %.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les prix moyens à la production des poulets et des dindes ont été en retrait au cours de la période, à la fois par rapport à 2014 et à la moyenne 2010-2014. La chute des prix à la production s'est interrompue en mars 2015 et l'on a alors observé un début de redressement, mais les coûts des aliments se sont mis à progresser plus rapidement.

Les mises en place de poulets ont progressé de juin à août, augurant d'une augmentation des abattages pour le dernier trimestre. À l'inverse, le fort repli des mises en place de dindonneaux de juillet à août devrait entrainer une baisse des abattages de dindes pour la fin de l'année.

Oeufs

En 2015, la production française d'œufs devrait légèrement progresser. Les prix ont augmenté au début du second semestre 2015, profitant d'une conjoncture favorable à l'exportation. En revanche, les importations d'œufs et d'ovoproduits sont en hausse au cours des trois premiers trimestres.

Au cours des neuf premiers mois de 2015, la production d'œufs a été en légère progression par rapport à la même période en 2014, selon le modèle de prévision d'œufs SSP-ITAVI-CNPO. Elle a augmenté de plus de 7 % depuis 2010, année qui précède la période de pénurie liée à la mise aux normes des cages.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les mises en place de poussins de poulettes de ponte se sont stabilisées sur un an. Néanmoins, les prévisions font état d'une légère progression de la production d'oeufs pour 2015.

En cumul sur les neuf premiers mois de 2015, les volumes exportés d'œufs en coquille ont été en léger repli (– 1,7 %) par rapport à la même période en 2014, alors que les importations progressaient de 28 %, soit 6 500 teoc supplémentaires. Dans le même temps, les ventes françaises d'ovoproduits ont augmenté de 8 %, soit 4 200 teoc de plus, tandis que les achats d'ovoproduits s'accroissaient (+ 14 %, soit près de 7 000 teoc supplémentaires).

En 2014, la situation était un peu différente. Les exportations françaises d'œufs en coquille avaient progressé de 11 % par rapport à 2013, soit 3 200 teoc supplémentaires. Dans le même temps, les achats français se réduisaient de près d'un tiers, soit 12 000 teoc de moins. Concernant les ovoproduits, les ventes avaient augmenté de plus de 2 % de 2013 à 2014, soit 1 400 teoc de plus, alors que les importations étaient restées stables.

Depuis juin 2015, le prix à la production de l'œuf est en forte progression par rapport à 2014 et à la moyenne quinquennale, l'épisode de grippe aviaire aux États-Unis ayant conduit ce pays à des importations massives auprès de l'UE et de la France.

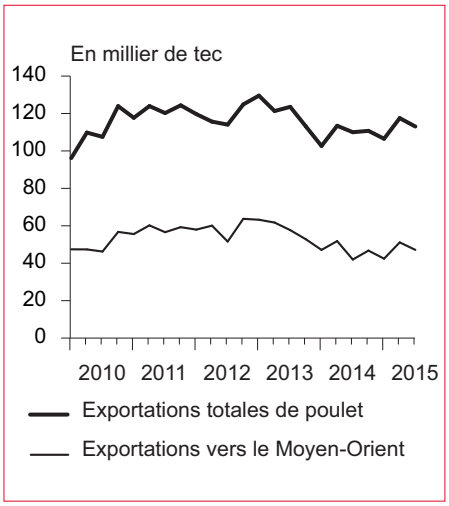
Lait

En 2015, le marché national du lait a été pénalisé par le recul de la demande mondiale, notamment chinoise et russe, et par une offre mondiale et européenne demeurée abondante. Dans ce contexte, la collecte française a légèrement reculé sur les neuf premiers mois de 2015. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a entraîné une baisse des prix des produits laitiers industriels et du prix du lait à la production.

Un marché mondial excédentaire qui oriente les prix à la baisse

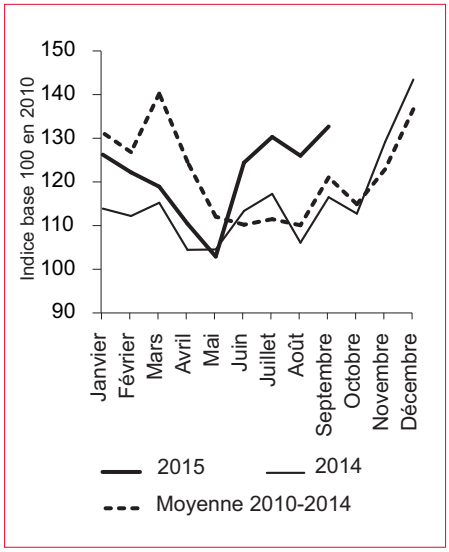
Sur les huit premiers mois de 2015, la production laitière mondiale a continué de progresser (+ 1,8 % sur un an), por-

Les ventes de viande de poulet au Moyen-Orient sont une composante importante des exportations



Source : DGDDI (Douanes)

Le prix à la production des œufs s'accroît fortement depuis juin 2015



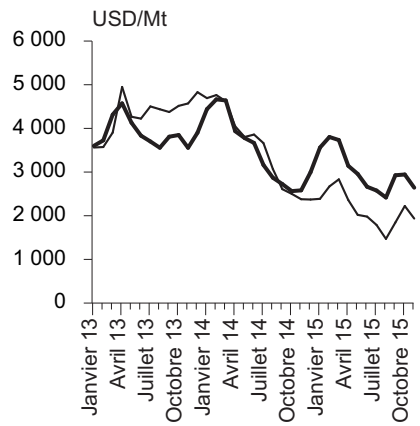
Sources : Agreste, Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production

tée par les principaux pays exportateurs, au premier rang desquels l'UE et les États-Unis, alors que la collecte laitière montre des premiers signes de repli en Nouvelle-Zélande.

Dans le même temps, les échanges mondiaux de poudres de lait se sont globalement repliés, essentiellement pour les poudres grasses. Premier importateur de poudres de lait, la Chine a fortement réduit sa demande en produits laitiers en 2015, affectant les échanges internationaux destinés à 60 % au continent asiatique en 2014. Sur les neuf premiers mois de 2015, elle a ainsi réduit de moitié ses achats de poudres grasses par rapport à 2014 et de 21 % ses achats de poudres maigres et de beurre. De son côté et sur la même période, la Russie a également divisé par deux ses achats de beurre et de fromages.

Le déséquilibre du marché mondial a entraîné une baisse des prix des produits industriels et des fromages, en recul depuis le 2e trimestre 2014 avec un fort décrochage au mois d'août 2014 lors de la mise en place de l'embargo russe. Malgré le rebond d'août à octobre 2015, les prix sont repartis à la baisse en novembre 2015.

Les cours mondiaux ont baissé tout au long de l'année 2015, à l'exception d'un court rebond en septembre et octobre

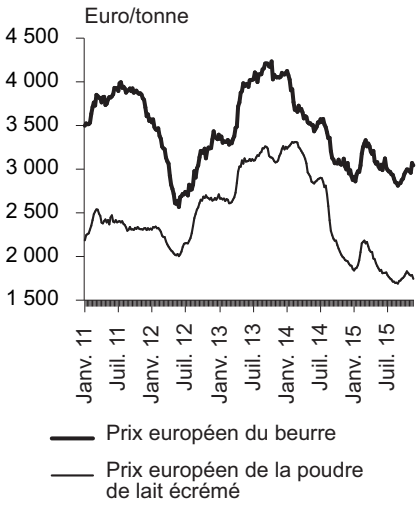


Source : Globaldairytrade

Un déséquilibre accentué sur le marché européen

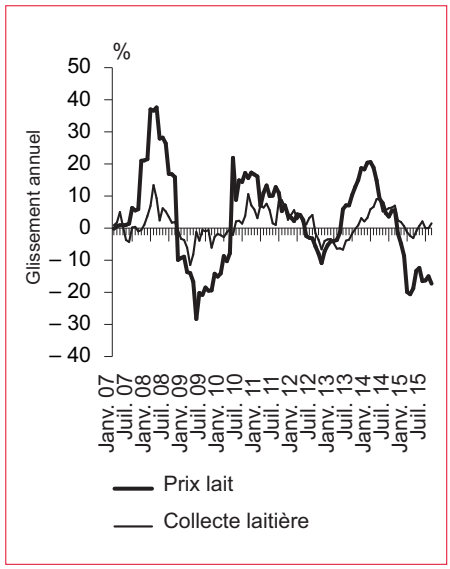
Sur le marché européen, les effets de l'excédent de l'offre mondiale ont été amplifiés par l'embargo décidé par la Russie. À l'exception des desserts lactés de conserve, la France n'exporte quasiment plus de produits laitiers vers ce pays. Le recul de la demande a pesé sur les prix dans l'UE qui sont ainsi tombés en moyenne sous les niveaux de 2012. L'impact a été d'autant plus fort que la production laitière dans l'UE a continué de croître sur les huit premiers mois (+ 0,8 % sur un an), croissance observée dans la plupart des pays, dans le contexte de la fin des quotas, à l'exception notable de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne.

Le prix européen de la poudre de lait est inférieur en 2015 à son niveau de 2012



Notre de lecture : les prix européens du beurre correspondent généralement aux contrats, mais cela peut varier selon les pays
Source : Observatoire européen du marché du lait

Une collecte laitière quasiment stable sur les neuf premiers mois de 2015



Sources : FranceAgriMer, Agreste

En 2015, la production laitière française ne progresse plus mais reste à un niveau élevé

En 2014, la collecte française avait connu une croissance de 6 %, s'élevant à 24,6 milliards de litres, retrouvant ainsi des niveaux proches des années 1980, avant la mise en place des quotas laitiers. Cette croissance avait été favorisée par la bonne tenue du marché mondial et le dynamisme de la demande internationale, conduisant à un prix du lait attractif.

Sur les neuf premiers mois de 2015, la collecte française de lait de vache a été légèrement inférieure au niveau élevé atteint en 2014 (– 0,4 %) tout en restant supérieure à la moyenne 2010-2014. À l'approche de la fin de campagne 2014-2015, certains éleveurs ont ralenti la production en raison d'un prix du lait jugé trop faible ou afin de ne pas dépasser les quotas encore en vigueur jusqu'au 1er avril 2015 ou encore leur volume contractualisé, la contractualisation des volumes favorisant la maitrise des quantités produites. Ainsi, malgré le niveau élevé de collecte atteint lors de la campagne 2014/2015, la production française a été, une nouvelle fois, en retrait de près de 1,2 million de tonnes (– 4,5 % de la référence) par rapport au quota. La politique des quotas laitiers ayant pris fin le 1er avril 2015, les États membres et les producteurs de lait ne sont plus pénalisés depuis cette date pour d'éventuels dépassements de leur référence.

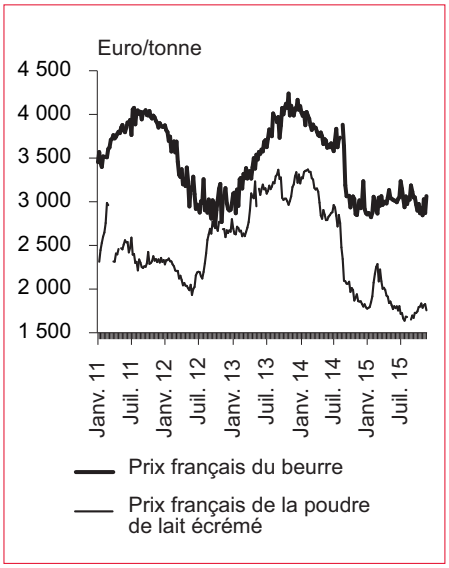
Depuis le 1er avril 2015, la collecte du lait de vache en France a retrouvé un niveau proche de celui de 2014, augmentant même depuis juin (+ 2,1 % par rapport à juin 2014), malgré le manque de précipitations et des

températures supérieures aux normales. En dépit du recul du prix du lait, et grâce une repousse de l'herbe satisfaisante dans les prés à la fin de l'été et une bonne qualité des ensilages durant l'été, la collecte de lait de vache a augmenté de 1,5 % en septembre 2015 par rapport à septembre 2014 (+ 4,2 % par rapport à la moyenne 2010-2014).

En 2015, le prix du lait accuse une baisse importante sous l'effet des excédents européens et mondiaux

Durant les neuf premiers mois de 2015, le prix du lait en France a connu une baisse marquée par rapport à 2014 (oscillant entre – 13 % et – 18 %), à un niveau inférieur à ceux observés en moyenne sur les années 2010 à 2014. En 2014, le prix moyen du lait avait été supérieur de 6 % au prix de 2013, lui-même en hausse de 8 % par rapport au prix de 2012. Entre avril 2013 et septembre 2014, il avait en effet progressé fortement pour atteindre, entre octobre 2013 et septembre 2014, son plus haut niveau depuis 2000, soutenu par une forte demande.

Les prix du beurre français et de la poudre de lait écrémé se sont redressés à partir de septembre 2015



Notre de lecture : les cotations françaises du beurre concernent les livraisons et pas les contrats.
Source : FranceAgriMer

À partir d'octobre 2014, la situation s'est retournée et le prix a décroché fortement, subissant le contrecoup de la baisse du prix des produits laitiers industriels vendus sur les marchés internationaux.

Les prix français des produits industriels ont évolué parallèlement aux prix européens et internationaux. Entre février et décembre 2014, les prix de la poudre de lait écrémé (prix des contrats) sont ainsi passés de 3 350 euros à 1 810 euros la tonne, soit une chute de 46 % entre ces deux dates. En mai, juin et juillet 2015, ils se sont établis à des niveaux bien inférieurs à ceux observés un an auparavant, fléchissant jusqu'à 1 663 euros la tonne en juillet 2015. Début novembre 2015, le prix français de la poudre écrémé est de 1 815 euros la tonne après avoir rebondi d'août à octobre 2015. Les cours du beurre ont un peu mieux résisté que ceux des poudres. En août 2015, ils se sont stabilisés et sont repartis à la hausse en septembre 2015.

Dans un contexte de baisse du prix du lait supérieure à celle des coûts, les achats d'aliments pour vaches laitières se sont réduits

Dans un contexte de repli des cours des tourteaux et des céréales, l'indice Ipampa des aliments pour vaches laitières s'est contracté de 1,8 % sur les neuf premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période de 2014. Le coût de l'aliment a connu une baisse marquée depuis janvier 2013, sans toutefois retrouver les niveaux observés avant 2012, année au cours de laquelle il s'était envolé.

Sur les neuf premiers mois de 2015, la production d'aliments pour vaches laitières a diminué de 4,3 %, après avoir augmenté de 7 % sur la même période en 2014. Le recul de la collecte laitière sur les quatre premiers mois de 2015 a, en effet, contribué à réduire la demande en aliments. Dans un contexte de retard de la mise à l'herbe provoqué par l'hiver froid et sec, les éleveurs ont également pu recourir de façon plus importante aux stocks de fourrages issus de la très bonne récolte fourragère de l'été 2014. Enfin, la baisse moins importante du prix des aliments que celle du lait a vraisemblablement limité leurs achats d'aliments, qui ont diminué de 4,3 % sur les neuf premiers mois de 2015 par rapport à la même période de 2014. En effet, la baisse du prix du lait sur un an a été nettement supérieure à celle qui aurait permis de répercuter la baisse du prix de l'aliment et de maintenir les marges des éleveurs, toutes choses égales par ailleurs.

Le déclenchement de mesures d'intervention publique et d'aide au stockage privé

Au premier semestre 2014, les disponibilités avaient permis de répondre à la forte demande internationale, surtout en direction de la Chine, mais, au second semestre, la production étant toujours dynamique, le ralentissement des achats chinois et l'embargo russe ont contraint les transformateurs à stocker les produits ne trouvant plus de débouchés. Dans l'Union européenne, le mécanisme d'aide au stockage privé, qui concerne le beurre et la poudre de lait écrémé (et dans une moindre mesure les fromages), a été mis en œuvre afin d'aider à rééquilibrer les marchés.

Fin septembre 2015, les stocks européens bénéficiant d'une aide au stockage privé atteignaient 88 628 tonnes pour le beurre, dont 9 212 tonnes pour la France, et 26 310 tonnes pour la poudre de lait écrémé, dont 1 000 tonnes pour la France. Depuis l'ouverture du dispositif début septembre 2014, environ 157 000 tonnes de beurre et 55 000 tonnes de poudre de lait écrémé ont bénéficié d'aides au stockage privé. Des mesures de stockage public ont également été mises en œuvre. Ainsi, depuis la mi-juillet 2015, neuf pays (Belgique, Allemagne, Lituanie, Pologne, Irlande, Royaume-Uni, Lettonie, Finlande et France) ont alimenté les stocks publics de poudre de lait écrémé. Au 16 novembre 2015, les demandes de stockage public ont concerné près de 25 500 tonnes.

INTRANTS

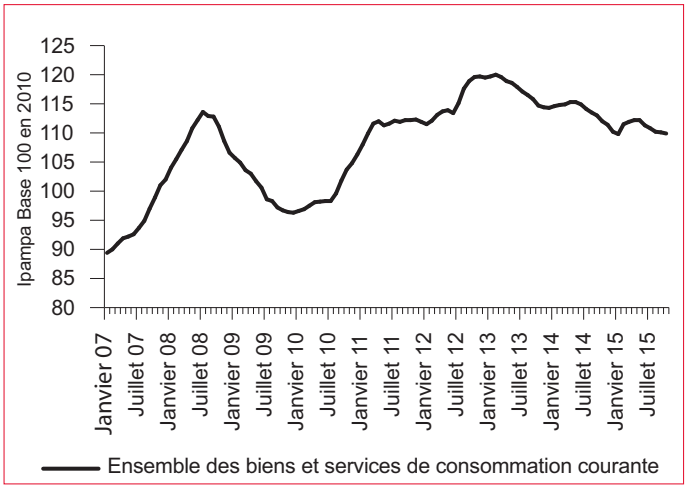
Sur les neuf premiers mois de 2015, les prix des intrants achetés par les exploitations agricoles ont été inférieurs à ceux de 2014, se réduisant de 3 % sur un an.

De mars 2013 à janvier 2015, le prix d'achat des intrants (mesuré par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole ou Ipampa) pour les biens et services de consommation courante a constamment reculé, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et lubrifiants, et du repli du prix des aliments pour animaux, en lien avec celui des céréales et des oléagineux. De février à mai 2015, le prix des consommations intermédiaires s'est infléchi à la hausse, avant de renouer avec la baisse à partir de juin 2015, ces évolutions étant corrélées avec la variation du prix de l'énergie. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, l'indice du prix d'achat des intrants s'est établi à 111,1 contre 114,5 en 2014 sur la même période.

Volatilité du prix de l'énergie en 2015

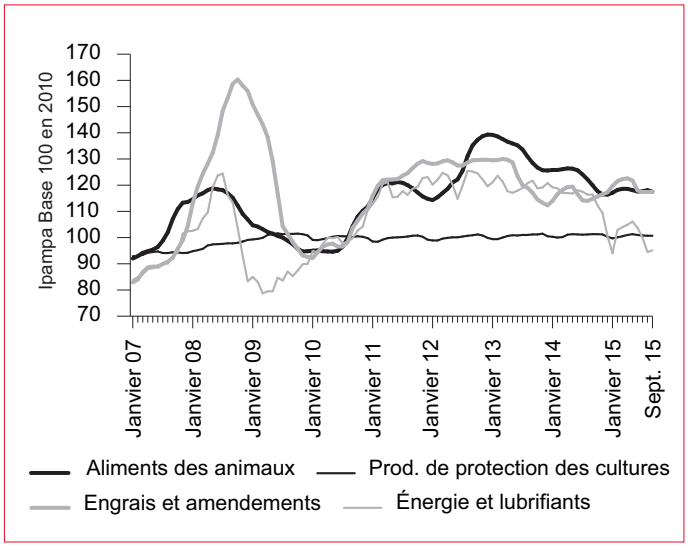
En septembre 2015, le prix de l'énergie, représentant 13 % des intrants, est reparti à la hausse après avoir connu des fluctuations depuis le début de l'année. En cumul sur les neuf premiers mois de 2015, le prix du fioul domestique carburant (la moitié du poste énergie), s'est réduit de 23 % par rapport à la même période de 2014. De février à mai 2015, le prix en dollars du baril de pétrole de la mer du Nord (Brent) a rebondi sous l'effet du ralentissement de la production américaine et de la baisse des stocks. De juin à août 2015, il s'est orienté à la baisse, en lien avec une production saoudienne encore élevée. En septembre 2015, les cours du pétrole sont de nouveau repartis à la hausse, soutenus par une demande en hausse et une production américaine toujours en retrait. En cumul sur les neuf premiers mois de 2015, le prix du baril de pétrole brut de la mer du nord (Brent) a diminué de 37 % par rapport à la même

En 2015, les prix des consommations intermédiaires ont diminué



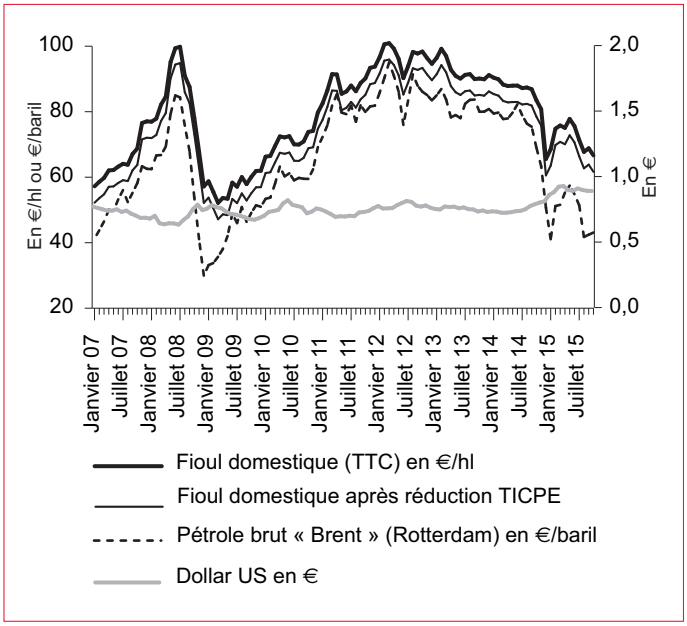
Sources : Insee, Agreste

En 2015, les prix de l'alimentation animale toujours en retrait



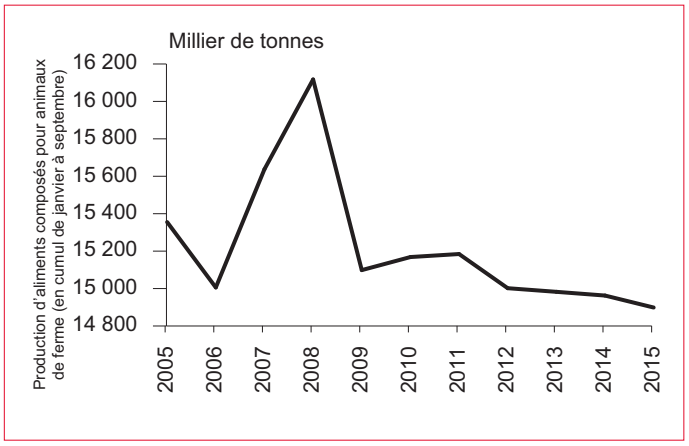
Sources : Insee, Agreste

Des prix de l'énergie volatils en 2015 mais globalement en recul sur un an



Sources : Insee, Minist. Industrie

En cumul de janvier à septembre, la production globale d'aliments composés suit une tendance à la baisse depuis 2011



Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

période de 2014, tirant le prix de l'énergie à la baisse sur la même période (– 14 %). Ce dernier avait déjà entamé son recul en 2014 (– 4 % par rapport à 2013).

Stabilité des prix des produits phytosanitaires et des semences

En cumul sur les neuf premiers de 2015, le prix des semences, représentant 7 % des intrants, est resté stable par rapport à la même période de 2014. Il en a été de même pour le prix des produits de production de cultures, d'une très grande stabilité depuis 2009.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, le volume de la production d'aliments pour animaux d'élevage a légèrement baissé, tandis que les prix moyens reculaient sensiblement

Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, la production globale d'aliments pour animaux d'élevage a reculé de 0,4 %, les principales catégories en baisse étant les aliments bovins (– 4,5 %), caprins (– 6,0 %), porcs (– 1,5 %), dindes (– 1,4 %) et lapins (– 4,2 %). La production d'aliments pour vaches laitières a reculé de 4,3 %, dans un contexte marqué par le recul de la production de lait de janvier à mai 2015 et une baisse du prix du lait plus importante que celle des aliments achetés. À l'inverse, la

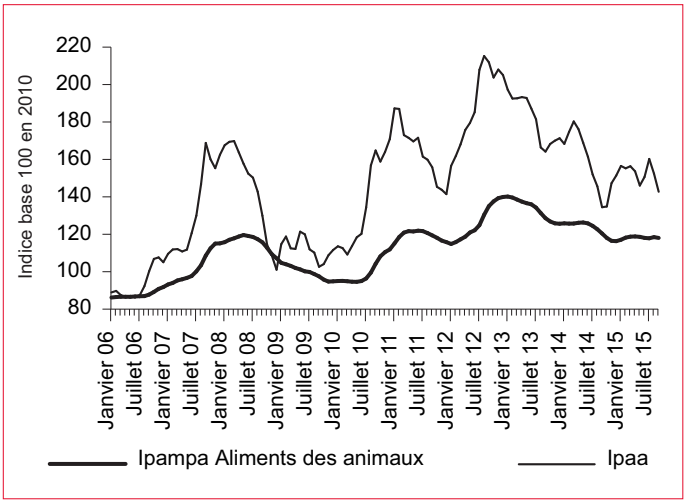
En cumul de janvier à septembre 2015, la production d'aliments composés a diminué de 0,4 % sur un an

(millier de tonnes)

	Production d'aliments composés (millier de tonnes)			Ipampa (indice base 100 en 2010)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2014	2015	Évol. %	2014	2015	Évol. %
Bovins	3 659	3 532	– 3,4	127,4	122,7	– 3,7
Ovins Caprins	451	458	+ 1,5	123,3	117,7	– 4,5
Porcins	3 736	3 680	– 1,5	126,0	118,4	– 6,1
Volailles	6 237	6 351	+ 1,8	118,2	113,0	– 4,4
Lapins	267	256	– 4,2	126,5	121,6	– 3,9
Allaitement	288	292	+ 1,4	123,9	110,2	– 11,1
Animaux de ferme	**14 963**	**14 899**	**– 0,4**	**124,8**	**118,2**	**– 5,3**

Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash
Sources : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

En 2015, baisse du prix d'achat des aliments pour animaux



Sources : Agreste et Insee - Ipampa (Indice de prix d'achat des moyens de production agricole), base et référence 100 en 2010. La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale), reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale.

production d'aliments a progressé pour les poulets (+ 4,4 %), les pondeuses (+ 1,2 %), les ovins (+ 5,8 %), les équins (+ 6,2 %) et le Mash (+ 3,5 %).

Sur le dernier trimestre 2015, la production d'aliments composés pourrait légèrement augmenter, de manière à compenser la mauvaise récolte fourragère, relançant ainsi la demande pour les aliments destinés aux ruminants. De même, la remontée de la collecte laitière depuis mai constituerait un autre facteur de soutien de la demande et donc de la production d'aliments composés.

En 2015, les prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage seront en moyenne sensiblement inférieurs à ceux de 2014

Les prix des aliments utilisés en alimentation animale ont enregistré une hausse importante entre août 2010 et janvier 2013, l'indice de prix passant de 99,8 à 139 avant de connaître une baisse continue jusqu'en décembre 2014, où l'indice de prix s'établit à 116,4. Depuis le début de l'année 2015, la baisse des prix des aliments pour animaux s'est interrompue, l'indice de prix se stabilisant autour de la valeur 118. Cependant, sur la période de janvier à octobre, les prix d'achats des aliments pour animaux ont été inférieurs en moyenne de 5 % à ceux de 2014, tout en se maintenant au-dessus du niveau d'avant la flambée du cours des matières premières de 2010.

Les prix d'achat par les éleveurs des aliments répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard, et dans des proportions moins fortes. Elevés au premier trimestre 2014, les prix des matières premières ont chuté à partir d'avril 2014, avant de connaître une remontée sensible lors du dernier trimestre. Ce rebond des cours explique la légère remontée des prix des aliments pour animaux payés par les éleveurs depuis janvier 2015.

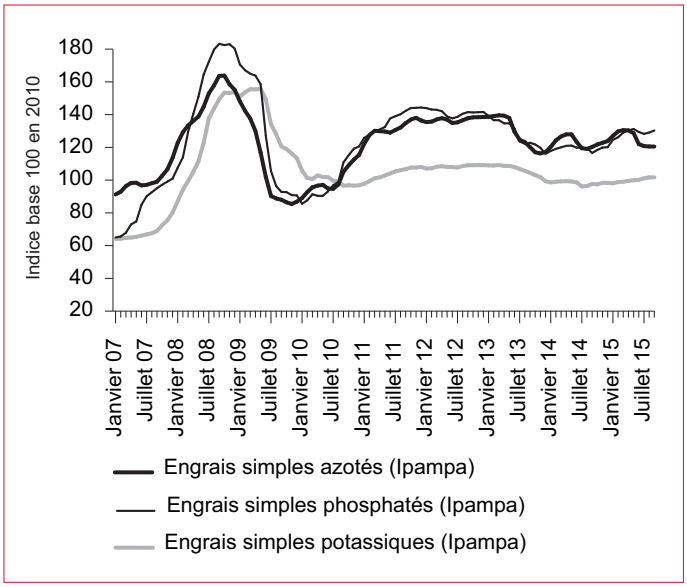
Une légère hausse du prix des engrais lors de la campagne 2014/2015

Les livraisons d'engrais azotés de la campagne 2014/2015 – de juillet à juin – sont restées stables par rapport à la campagne 2013/2014 alors que les prix d'achat des engrais azotés progressaient de 1,8 %. Les achats ont toutefois ralenti lors du 2e semestre 2014. Moins sensibles aux fluctuations conjoncturelles que les autres engrais, l'azote étant un élément indispensable à la production, ils ont même augmenté par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années (+ 1 %).

En revanche, les livraisons de phosphates et de potasse lors de la campagne 2014/2015 – de mai 2014 à avril 2015 – ont été inférieures à celles de 2013/2014 (respectivement – 11 % et – 1,2 %), dans un contexte de recul plus marqué des prix des grandes cultures que du coût des engrais. Les livraisons de phosphates et de potasse sont, en effet, plus sensibles à la volatilité du rapport « prix agricoles/coût des engrais » que celles des engrais azotés. Elles ont également baissé par rapport à la moyenne sur les dernières campagnes (respectivement – 9 % et – 7 %). Lors de la campagne 2013/2014, elles avaient déjà fortement reculé, en lien avec la baisse des cours céréaliers.

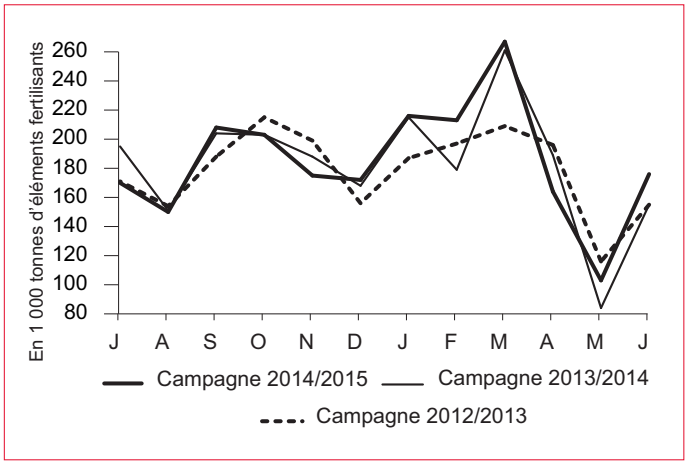
Les prix d'achat des engrais phosphatés et potassiques se sont légèrement repliés entre les campagnes 2013/2014 et 2014/2015 (respectivement – 0,3 % et – 4,6 %). Ces prix évoluent toutefois à la hausse depuis octobre 2014. En septembre 2015, les prix des engrais phosphatés et de la potasse ont dépassé respectivement de 12 % et 4 % ceux de septembre 2014.

Lors de la campagne de livraison 2014/2015, le prix des engrais a augmenté



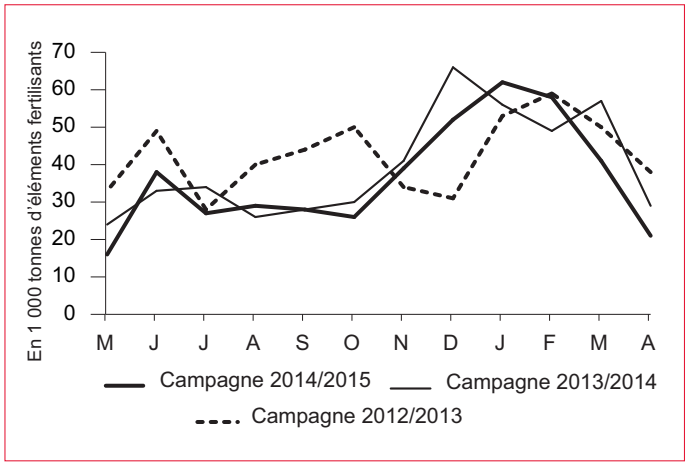
Sources : Insee, Agreste

Des livraisons d'engrais azotés en légère hausse en 2014/2015



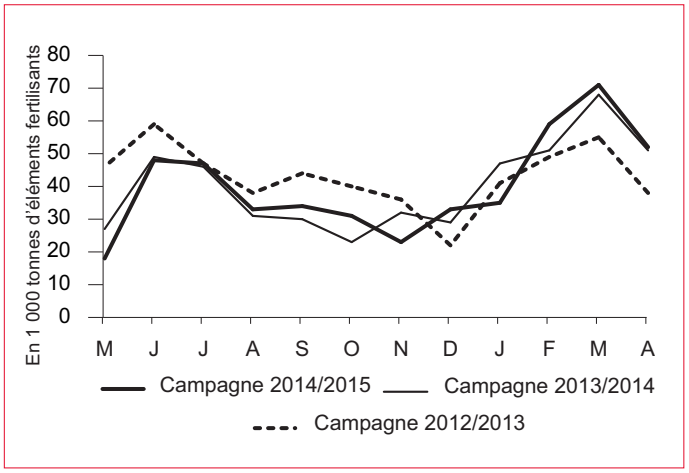
Source : Unifa

Poursuite du recul des livraisons de phosphates en 2014/2015



Source : Unifa

En 2014/2015, léger recul des livraisons de potasse par rapport à 2013/2014



Source : Unifa

COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, la progression de l'excédent agroalimentaire a contribué à la réduction du déficit global du commerce extérieur

Sur les neuf premiers mois de l'année, le déficit des échanges extérieurs s'est établi à 47 milliards d'euros, soit une réduction sensible par rapport à 2014 et à la moyenne 2010-2014. La réduction du déficit est imputable en premier lieu à la baisse des cours du pétrole, qui a entrainé un allégement de 3 Mds d'euros de la facture énergétique, et en second lieu, à la progression de l'excédent des points forts des exportations françaises : le matériel aéronautique (+ 1,9 Md d'euros), les produits pharmaceutiques (+ 1,6 Md d'euros) et les produits agroalimentaires (+ 0,6 Md d'euros).

Sur les neuf premiers mois de l'année, l'excédent agroalimentaire s'est élevé à 6,9 Mds d'euros, en progression de 0,6 Md par rapport à la même période de 2014. Fait notable, cette progression a concerné aussi bien les échanges de produits bruts, dont l'excédent (2,3 Mds d'euros) a progressé de 8 % sur les neuf premiers mois de l'année, que les produits transformés, avec un excédent en hausse de 9 % par rapport à 2014.

La valeur des exportations de céréales, représentant près de la moitié des exportations de produits bruts, a en effet fortement progressé sur les neuf premiers mois de l'année 2015 (+ 13 % sur un an), notamment grâce aux ventes records d'orges à la Chine. Le second vecteur de croissance pour les produits bruts a été celui des exportations de bovins vivants vers la Turquie et le Liban, dont la valeur a augmenté de 14 % sur un an. La croissance des exportations de produits bruts s'est donc essentiellement réalisée avec les pays tiers (+ 23 %) contre + 3 % avec les pays de l'UE. Les importations de produits agricoles bruts en provenance de l'UE ayant cru de 10 %, l'excédent dégagé avec cette zone a reculé de 6 % sur les neuf premiers mois par rapport à la même période de 2014.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les exportations de produits transformés se sont élevées à 4,6 Mds d'euros, le solde positif des échanges avec les pays tiers (+ 5,4 Mds d'euros) compensant largement le déficit des échanges avec l'UE (– 0,9 Md d'euros). La croissance soutenue des ventes de vins, champagne et autres alcools à destination des États-Unis, de la Chine et de Singapour a en effet largement contrebalancé le recul sensible des exportations de produits laitiers (– 7 %), le tassement des exportations de viandes (– 1 %) et la baisse des exportations de produits transformés à base de céréales (– 7 %) ou de fruits et légumes (– 3 %).

Sur les neuf premiers mois, le déficit des échanges extérieurs s'est réduit

Unité : Milliard d'euros

Solde CAF/FAB	Tous produits	Hydrocarbures, Produits pétroliers	Produits pharmaceutiques	Matériel aéronautique	Produits agroalimentaires	Autres produits
2015	– 46,6	– 36,3	3,4	10,6	6,9	– 31,0
2014	– 53,0	– 39,3	1,8	8,7	6,3	– 29,8
Moyenne 2010-2014	– 59,6	– 34,3	2,4	10,1	6,9	– 44,7

Source : DGDDI (Douanes)

Forte croissance de l'excédent agroalimentaire sur pays tiers

Unité : million d'euros

Produits CPF2	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
UE						
Produits bruts	4 552	4 993	7 521	7 768	2 968	2 774
Produits transformés	20 546	20 793	20 171	19 916	– 375	– 877
AGROALIMENTAIRE	**25 099**	**25 786**	**27 692**	**27 683**	**2 593**	**1 897**
Pays tiers						
Produits bruts	4 218	4 622	3 403	4 176	– 815	– 446
Produits transformés	6 904	7 058	11 447	12 492	4 543	5 434
AGROALIMENTAIRE	**11 122**	**11 680**	**14 850**	**16 668**	**3 728**	**4 988**
Monde						
Produits bruts	8 771	9 615	10 924	11 944	2 153	2 329
Produits transformés	27 451	27 851	31 618	32 408	4 168	4 556
AGROALIMENTAIRE	**36 221**	**37 467**	**42 542**	**44 352**	**6 321**	**6 885**

Sources : Douanes, SSP

Les exportations de céréales ont fortement contribué à la hausse de l'excédent en produits bruts

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
PRODUITS BRUTS	**8 771**	**9 615**	**10 924**	**11 944**	**2 153**	**2 329**
Agriculture et élevage	**7 595**	**8 407**	**10 242**	**11 216**	**2 647**	**2 809**
Céréales, légum., oléagi.	1 290	1 235	5 905	6 620	4 614	5 385
Céréales n. c. riz	*361*	*332*	*5 090*	*5 738*	*4 729*	*5 405*
Oléoprotéagineux	*926*	*898*	*811*	*878*	*– 115*	*– 20*
Légumes, fleurs, plantes	2 123	2 322	1 534	1 609	– 589	– 713
Légumes	*1 675*	*1 900*	*1 327*	*1 372*	*– 348*	*– 528*
Prod. cult. permanentes	3 799	4 427	1 307	1 328	– 2 492	– 3 099
Fruits	*2 335*	*2 791*	*1 042*	*1 069*	*– 1 293*	*– 1 723*
Café, cacao, thé	*624*	*761*	*26*	*30*	*– 598*	*– 731*
Animaux vifs, œufs, miel	383	423	1 496	1 659	1 113	1 235
Bovins	*43*	*35*	*890*	*1 013*	*847*	978
Produits sylvicoles	**179**	**189**	**308**	**324**	**129**	**135**
Pêche et aquaculture	**996**	**1 019**	**374**	**404**	**– 623**	**– 616**

Sources : Douanes, SSP

Sur les neuf premiers mois de 2015, exportations en hausse pour les boissons, en recul pour les produits laitiers

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
IAA, TABACS	**27 451**	**27 851**	**31 618**	**32 408**	**4 168**	**4 556**
Viandes, prod. de l'abattage	4 293	4 122	3 294	3 266	– 999	– 856
Viande bovine	*1 007*	*960*	*664*	*669*	*– 343*	*– 290*
Viande porcine	*711*	*627*	*639*	*551*	*– 72*	*– 76*
Volaille	*725*	*734*	*655*	*709*	*– 70*	*– 25*
Prod. préparés de la pêche	2 592	2 710	536	594	– 2 056	– 2 116
Prod. à base de fruits & lég.	3 243	3 313	1 507	1 466	– 1 736	– 1 847
Huiles, tourteaux, corps gras	2 594	2 677	809	852	– 1 786	– 1 825
Tourteaux	*1 263*	*1 277*	*125*	*114*	*– 1 138*	*– 1 162*
Produits laitiers, glaces	2 736	2 461	5 249	4 903	2 513	2 442
Fromages	*1 035*	*1 019*	*2 194*	*2 178*	*1 159*	*1 159*
Produits des céréales	1 169	1 187	2 026	1 877	858	690
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 458	1 560	1 181	1 224	– 277	– 336
Autres produits alimentaires	5 251	5 522	5 624	5 909	373	387
Sucre	*245*	*194*	*779*	*825*	*534*	*630*
Chocolat, confiserie	*1 853*	*1 962*	*1 425*	*1 616*	*– 428*	*– 345*
Aliments pour animaux	610	686	1 513	1 604	902	918
Boissons	2 265	2 324	9 652	10 528	7 387	8 203
Vins, champagne	*463*	*469*	*5 393*	*5 797*	*4 930*	*5 328*
Eaux de vie, alcools	*803*	*796*	*2 529*	*2 920*	*1 725*	*2 124*
Tabacs	1 240	1 290	228	184	– 1 011	– 1 105

Sources : Douanes, SSP

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1er avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipaa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- **Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr**

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- **Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés** : **www.snm.agriculture.gouv.fr**

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- **Pour nous contacter : agreste-info@agriculture.gouv.fr**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 Paris 07 SP
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr